



*Cercle d'Action et de Réflexion
autour de l'Entreprise*

La Cérémonie de l'annonce du Programme des Réformes Économiques pour l'Entreprise et du lancement de l'Observatoire du Climat des Affaires

Hôtel El Djazaïr - 12 juillet 2017

RESTITUTION

Couvertures média, Réseaux sociaux, Photos, vidéos, participants et chiffres

En partenariat et le soutien du Center for International Private Enterprise



@CareAlgeria



Sommaire

Intitulé de la page	Page
<u>Regrets : Boudjema Benhabireche</u>	<u>3</u>
<u>Les Acteurs</u>	<u>4</u>
<u>Les logos des membres du Projet PREE</u>	<u>8</u>
<u>La cérémonie en chiffres</u>	<u>12</u>
<u>La revue de Presse écrite et électronique</u>	<u>13</u>
<u>Les journaux télévisés</u>	<u>38</u>
<u>La vidéo de la Conférence</u>	<u>42</u>
<u>Les chaînes Radio</u>	<u>43</u>
<u>Réseaux sociaux</u>	<u>44</u>
<u>Quelques photos</u>	<u>48</u>
<u>Les participants</u>	<u>68</u>
<u>Présentation du PREE</u>	<u>69</u>

A la mémoire de Boudjema Ben Habireche



*Membre de la Task Force de CARE représentant Tamanrasset.
Il nous a quitté en plein travaux du PREE,
Nous le lui dédions à titre posthume.
Allah Yerahmou*

“Il aura adhéré sans réserve au PREE et en notable introduit et respecté de Tamanrasset, il nous aura ouvert bien des portes et usé de son influence pour convaincre les chefs d'entreprise et les autorités locales de Tam. Il reste dans nos coeurs.”

Mahrez Alt Belkacem
Directeur du Projet PREE

LES ACTEURS

1. Liste des membres de la Task Force de CARE
2. Liste des membres de la Task Force de CIPE
3. Les Associations Professionnelles et Organisations patronales membres du Collectif
4. Liste des experts sollicités pour l'enrichissement du PREE

LA TASK FORCE DE CARE



Nom & Prénom	Fonction, Origine
Ait Belkacem Mahrez	Directeur de Porjet
Belaid Amel	co-leader
Kahlane Ali	CARE
Touazi Mohand	CARE
Laggoune Nadhir	CARE
Boudra Abdelkrim	CARE
Hamdad Amira	CARE
Saidi Mohamed	Annaba
Allel Réda	Tlemcen
Kahia-Tani Omar	Oran
Sokhal Ali	CARE
Hamouda Nourredine	Alger
Bazemlal Omar	Ghardaïa
Benhabireche Boudjema	Tamanrasset
Touhami Abdelkrim	Tamanrasset
Rouane Mohamed	Tamanrasset
Malaoui El Hachemi	Sétif
Moussaoui Elamri	Bordj bou Arreridj
El Hadj Mohamed	Blida
El Bey Mohamed	Blida

LA TASK FORCE DE CIPE



Abdulwahab Alkebsi
Deputy Director, Programs



Gregory Simpson
Regional Director



Pamela Beecroft
Senior Program Officer



Haroune Sidatt
Consultant CIPE



Brenna Curti
Program Assistant

Liste des membres de la coalition du PREE

Liste des Membres de la Coalition pour le PREE

	ORGANISATION PATRONALE et ASSOCIATION PROFESSIONNELLE	ACRONYME	Représentant	Présent à la cérémonie
1	Association l'Accompagnateur	AA	Azzedine Chibani	Azzedine Chibani
2	Association Algérienne pour la Promotion de l'Evaluation du Développement	AAPED	Mohamed Bouchakour	Mohamed Bouchakour
3	Association des chefs d'entreprise de Tlemcen	ACET Tlemcen	Sid Ahmed Lachassi	Réda Allel
4	Algeria Digital Cluster	ADC	Mehdi Omarouyache	Bachir Tadjeddine
5	Association pour le développement de la PME Alger	ADPE Alger	Abdelhamid Abane	Abdelhamid Abane
6	Association pour le développement de la PME Annaba	ADPE Annaba	Mohamed Saidi	Mohamed Saidi
8	Association générale des entrepreneurs algériens	AGEA	Belkacem Mezzine	Belkacem Mezzine
9	Association des Investisseurs de BEJAIA	AIB	Boussad Batouche	Boussad Batouche + Ramdane Batouche
10	Association Algérienne des gestionnaires des ressources humaines	ALGRH	Lyadi Ouznadji	Lyadi Ouznadji
11	Algériennes Managers et Entrepreneurs	AME	Safia ZEGHAR YAHYAOUI	Safia ZEGHAR YAHYAOUI
12	Association des Opérateurs des Télécoms Alternatifs	AOTA	Ali Morsli	Ali Kahlane
13	Association des producteurs de boissons	APAB	Meriem Bellil + Hafid Temassine	Meriem Bellil + Hafid Temassine
14	Association des producteurs et des investisseurs de la vallée du Mزاب	APIVM Ghardaïa	Maherzi Bakir	Maherzi Bakir
15	Association pour la promotion des métiers de la consultance en entreprise	APROMECE	Abderahmane Slimani	Shahenaz Kenza Zighemi
16	Association des agences de Tourisme et de voyage de Tamanrasset	ATV Tamanrasset	Abdelhakim	Abdelali Derrar
17	Chambre Algérienne de Commerce et d'Industrie	CACI	Laid Benammor	Laid Benamor
18	Confédération algérienne du patronat	CAP	Boualem M'rakech	Malaoui El Hachemi
19	Collectif de chefs d'entreprises Sétif, BBA, Guelma	CCE-Sétif-BBA-G	Bensadok Hamouda	Bensadok Hamouda
20	Club des entrepreneurs et investisseurs de la Mitidja	CEIMI	Kamel Moula	personne
21	Confédération générale des employeurs Algériens	CGEA	Saïda Neghza	Habib Youcefi + Mounir Azouza
22	Confédération des investisseurs et des producteurs algériens	CIPA	Abdelaziz Mehenni	Chahrazed Saadi
23	Centre des jeunes dirigeants algériens	CJD	Loubna Lahmici	Loubna Lahmici + Nassim Lounès + Hind Cad
24	Association de protection des consommateurs Amane	EI-AMAN	Hacène Menouer	Hacène Menouer
25	Institut Hawkama El Djazaïr	Hawkama	Lies Kerrar	Lies Kerrar
26	Notre Algérie Bâtie sur de Nouvelles Idées	NABNI	Mabrouk AIB	Mabrouk AIB
27	Nouvelle approche pour le partenariat économique et les opportunités	NAPEO	Abdenour Nouiri, VP	Abdenour Nouiri, VP
28	Association des Femmes Algériennes Chefs d'Entreprise	SEVE	Ouanani Naânaâ	Ouanani Naânaâ
29	Union des opérateurs de pharmacie	UNOP	Ali Chaouche	Ali Chaouche
30	Injaz El Djazaïr	INJAZ	Leen Abdeljaber	
31	Confédération nationale du patronat algérien	CNPA	Nait Abdelaziz	
32	Association des constructeurs et concessionnaires automobiles	ACZA	Président Sofiane Hasnaoui	

Les logos des AP-OP membres du Collectif

برنامج الإصلاحات الاقتصادية لفائدة المؤسسة
من الهطاية إلى التشاور

PREE 2017

Programme de Réformes Économiques pour l'Entreprise
De la revendication à la concertation

OCA

مرصد مناخ الأعمال
Observatoire du
Climat des Affaires



AIS Akbou



AEP



APIYM Ghardaia



AATVT



CEIMI

CNPA



الجمعية الوطنية للتجارة والتسيير



CCE-Sétif-BBA-Guelma



الإتحاد الوطني للمحترفين في الصيدلة
Union Nationale des Pharmaciens et de Pharmaciens

Les AP-OP, membres du Collectif, présentes à la cérémonie.

Les signatures

(Cette planche sera mise à jour avec de nouvelles signatures au fur et à mesure de leur réception)

برنامج الإصلاحات الاقتصادية لفائدة المؤسسة
من المطالبة إلى التشاور

PREE 2017

Programme de Réformes Économiques pour l'Entreprise
De la revendication à la concertation

Bourse d'Alger

NABNI



OCA
مرصد هذا النوع
Observatoire du
Climat des Affaires

CCIAE

Bourse de la S/Traitance
Alger.



AIS Akbou



ADC

AEP

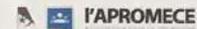


AK



APAB
جمعية المنتجين
الجزائريين للمشروبات
ASSOCIATION DES PRODUCTEURS
ALGÉRIENS DE BOISSONS

APIVM Ghardaia



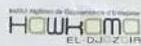
AATVT



CNPA



ال confédération générale des entreprises algériennes
Confédération Générale des Entreprises Algériennes



CCE-Sétif-BBA-Guelma

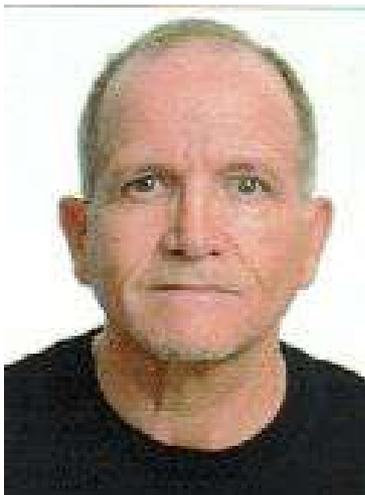


الإتحاد الوطني للمتعاملين في الصيدلة
Union Nationale des Opérateurs de la Pharmacie



Le Collectif des AP-OP, La délégation CIPE et les membres de la TASK Force de CARE

LES EXPERTS AYANT CONTRIBUÉ À L'ÉLABORATION DU PROGRAMME DES RÉFORMES ÉCONOMIQUES POUR L'ENTREPRISE



M. Mourad Sadou,
Les TDR



**M. Yassine Ould
Moussa,**
Le Draft.



Mme Meriem Bellil,
Rédaction et mise en forme
du PREE



M. Abdelkrim Boudra,
Rédaction et mise en forme
du PREE

La cérémonie en chiffres

Qui?

- 174 participants à la cérémonie
- 27 associations professionnelles et organisations patronales
- Le représentant de la Présidence de la République
- 3 représentants de Ministères : Education Nle, Mesrs, Travail
- Le représentant de l'APN
- Le Président du Conseil de la Concurrence
- Le représentant du Conseil Consultatif de la PME

Media

- 9 quotidiens
- 12 Journaux électroniques
- 3 couvertures télévisées (ENTV & Canal Algérie)
- 2 couvertures radios (Chaîne Une & chaîne Trois)

Réseaux sociaux

- 380 tweets pendant l'évènement
- 250 vues en direct sur Périoscope
- +1000 vues en direct sur Facebook Live



Ils ont parlé de nous...

1. APS
2. Liberté
3. La Tribune
4. La Nation
5. L'eco News
6. Reporters DZ
7. Horizons
8. DK News
9. Maghreb Emergent
10. Africa Time
11. Djazairi
12. Africain Info
13. Algérie 360
14. Tout DZ
15. L'Expression
16. Algerie Direct News
17. Algérie Eco
18. Algérie 1
19. Actualités Algérie
20. L'Actuel

REVUE DE PRESSE



Ils ont dit....

“Ainsi, la particularité de cette démarche ne réside pas dans la nouveauté des propositions, mais dans la large consultation des acteurs économiques au-delà de leurs représentations (AP-OP). Ces acteurs ont ainsi affiché leur totale adhésion et leur soutien aux propositions et aux réformes dont ils sont la source. En plus des AP-OP, partenaires de la coalition, les partenaires économiques et sociaux ont pris part à cette cérémonie.”

Tout DZ. du 14 juillet 2017

“Durant cette enquête, plus de 200 entreprises ont été ciblées. Ces entreprises ont des origines géographiques différentes. Elles sont implantées à Alger, à l’est du pays, au centre et dans le sud de l’Algérie. Mais leurs préoccupations et leurs difficultés se ressemblent énormément. C’est ce qui a permis d’identifier 5 axes de travail et de recueillir 35 propositions concrètes pour améliorer le climat des affaires en Algérie.”

Reporters DZ du 13 juillet 2017.

“La première ambition du “manifeste” est de promouvoir une nouvelle culture de partenariat État-entreprise.”

Liberté du 13 juillet 2017

“Les deux éléments importants sont la confiance et l’inclusion”, a souligné un chef d’entreprise. Une coalition de plusieurs partenaires, une trentaine d’associations et d’organisations, s’est engagée à porter le projet.

Horizons du 13 juillet 2017.

“... le programme des réformes économiques pour l’entreprise vient compléter le travail qui a été accompli jusqu’ici par le gouvernement dans ce sens. L’élaboration de ce document de travail permettra de rendre la tripartite plus efficace dans son travail...”

L’Expression du 13 juillet 2017

Les patrons créent un observatoire



©Yahia / Liberté

Le Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise (Care), en collaboration avec des associations professionnelles et patronales, des acteurs locaux et des chefs d'entreprise, a mené depuis un peu plus de deux ans, avec le soutien du Centre international pour l'entreprise privée (Cipe), un programme destiné à donner la parole aux chefs d'entreprise d'une dizaine de régions, originaires d'une vingtaine de wilayas. Le document final, intitulé "le programme de réformes économiques pour l'entreprise", a été présenté, hier à l'hôtel El-Djazaïr, en présence, notamment, du représentant de la présidence de la République. La particularité de la démarche réside non pas dans la nouveauté des propositions — qui pour la majorité ont été déjà émises — mais dans sa consultation large des acteurs économiques, au-delà de leurs représentations. La première ambition du "manifeste" est de promouvoir une nouvelle culture de partenariat État-entreprise.

"Les deux éléments importants sont la confiance et l'inclusion", a souligné un chef d'entreprise. Une coalition de plusieurs partenaires, une trentaine d'associations et d'organisations, s'est engagée à porter le projet. Le forum des chefs d'entreprise n'a pas encore signé le document. Les problématiques majeures qui ont été posées, aussi bien par les chefs d'entreprise rencontrés que par les organisations patronales et les associations professionnelles consultées, ont été scindées en cinq axes : gouvernance et actions de l'État, performances et compétitivité des entreprises, financement, fiscalité et capital humain. Pour chaque axe, des propositions de mesures ont été avancées ainsi que les voies et les décisions visant leur réalisation. Le document a identifié 13 objectifs et 38 mesures.

Concernant la compétitivité des entreprises (13 mesures), le rapport propose, notamment, la modernisation du régime de change, la révision du dispositif de gestion et d'octroi du foncier industriel et l'accélération de décentralisation de l'administration. Pour la fiscalité (4 mesures), le rapport souligne la nécessité d'alléger la pression fiscale sur les entreprises et d'élargir la pression fiscale, en mettant l'accent sur l'inclusion du secteur informel.

En matière de ressources humaines (4 mesures), le document propose d'impliquer le système éducatif dans la préparation de la ressource humaine qualifiée. "10% seulement des effectifs universitaires sont inscrits dans les filières techniques ou technologiques", relève-t-on. L'innovation de la démarche réside surtout dans la mise en place d'un Observatoire du climat des affaires (OCA), un véritable outil d'aide à la décision et au suivi des réformes et actions menées par les pouvoirs publics et la communauté des affaires. L'OCA proposera un index du climat des affaires algériennes qui permettra de situer le niveau de mise en œuvre des réformes. La prochaine étape est d'expliquer la démarche et ce socle commun de réformes économiques aux pouvoirs publics. Dans ce cadre, le collectif compte rencontrer le Premier ministre. Des rencontres avec les commissions économiques de l'APN et du Conseil de la nation et les ministères concernés sont également prévues. "Nous amorçons un long virage avec cette plateforme collaborative et de concertation entre les pouvoirs publics et le monde de l'entreprise", a estimé Slim Othmani, le président du Centre d'action de réflexion autour de l'entreprise.



Ph : Archives

ENTREPRISES

Ce que proposent les patrons pour améliorer le climat des affaires

Le Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise (Care) a présenté, hier à Alger, une série de propositions associant une trentaine d'organisations patronales et d'associations professionnelles, pour renforcer la concertation entre le gouvernement et les entreprises et améliorer le climat des affaires. Intitulé «Programme de réformes économiques pour l'entreprise» (PREE), ce projet «est un nouveau processus de dialogue basé sur la confiance et l'inclusion», a expliqué à l'APS un représentant du Care, Samy Boukaïla, en marge de cette rencontre. Parfois, «les demandes des chefs d'entreprise ne sont pas rapportées fidèlement. Nous avons donc consulté, pendant deux ans, plus de 200 chefs d'entreprise à travers une trentaine de wilayas et nous avons recueilli leurs propositions en termes d'amélioration du climat des affaires pour développer les entreprises du pays», détaille-t-il.

En plus de la présentation de ce projet, il a été lancé un Observatoire du climat des affaires (OCA) considéré par ses concepteurs comme un outil d'aide à la décision et de suivi des réformes et actions menées par les pouvoirs publics et la communauté des affaires au profit du développement des entreprises. Concernant le projet PREE, qui sera remis au gouvernement, le Care a mis «des pistes de réformes, des propositions à l'Etat, aux structures d'appui, aux organisations patro-



Ph : Fouad S.

nales et associations professionnelles, à la fiscalité, à l'industrie financière pour qu'ils améliorent leur mode de fonctionnement, en mettant l'entreprise au centre de leurs préoccupations», a-t-il expliqué. Pour ce qui concerne l'OCA et à travers son site web, il mènera des enquêtes semestrielles puis trimestrielles auprès des chefs d'entreprise et suivra les réalisations et ce qui reste à réaliser dans le cadre des réformes nécessaires au développement de l'entreprise, explique-t-on. Quant aux propositions faites dans le cadre du PREE, elles portent, d'une part, sur les principes pouvant servir de base à toutes les actions de plaidoyer des entreprises, et, d'autre part, les propositions de réformes tournant

autour de cinq axes : gouvernance et action de l'Etat, compétitivité des entreprises, financement, fiscalité et capital humain. Etabli dans une conjoncture caractérisée par la baisse des recettes des hydrocarbures nécessitant une diversification «urgente» de l'économie nationale, le document cite quatre défis à relever par l'ensemble des parties prenantes (gouvernement, entreprises, administrations), à savoir la refonte du rôle de l'Etat et l'amélioration de la gouvernance, l'amélioration du climat des affaires, l'amélioration de la compétitivité des entreprises et l'amélioration de la qualification des ressources humaines.

ENTREPRISES : Des propositions d'associations professionnelles pour améliorer le climat des affaires

Le Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise (CARE) a présenté, mercredi à Alger, une série de propositions associant une trentaine d'organisations patronales et d'associations professionnelles pour renforcer la concertation entre le gouvernement et les entreprises et améliorer le climat des affaires.

Intitulé "Programme de réformes économiques pour l'entreprise" (PREE), ce projet "est un nouveau processus de dialogue basé sur la confiance et l'inclusion", a expliqué à l'APS un représentant de CARE, Samy Boukalla, en marge de cette rencontre.

Parfois, "les demandes des chefs d'entreprises ne sont pas rapportées fidèlement. Nous avons donc consulté, pendant deux ans, plus de 200 chefs d'entreprises à travers une trentaine de wilayas, et nous avons recueilli leurs propositions en termes d'amélioration du climat des affaires pour développer les entreprises du pays", détaille-t-il. En plus de la présentation de ce projet, il a été lancé un Observatoire du climat des affaires (OCA) considéré par ses concepteurs comme un outil d'aide à la décision et de suivi des réformes et actions menées par les pouvoirs publics et la communauté des affaires au profit du développement des entreprises. Concernant le projet PREE, qui sera remis au gouvernement, le CARE a mis "des pistes de réformes, des propositions à l'Etat, aux structures d'appui, aux organisations patronales et associations professionnelles, à la fiscalité, à l'industrie financière pour qu'il améliorent leur mode de fonctionnement en mettant l'entreprise au centre de leur préoccupations", a-t-il expliqué. Pour ce qui concerne l'observatoire OCA et à travers son site web, il mènera des enquêtes semestrielles, puis trimestrielles auprès des chefs d'entreprises, et suivra les réalisations et ce qui reste à réaliser dans le cadre des réformes nécessaires au développement de l'entreprise, explique-t-on. Quant aux propositions faites dans le cadre du PREE, elles portent, d'une part, sur les principes pouvant servir de base à toutes les actions de plaidoyers des entreprises, et, d'une autre part, les propositions de réformes tournant autour de cinq axes: gouvernance et action de l'Etat, compétitivité des entreprises, financement, fiscalité et capital humain.

Etabli dans une conjoncture caractérisée par la baisse des recettes des hydrocarbures, nécessitant une diversification "urgente" de l'économie nationale, le document cite quatre défis à relever par l'ensemble des parties prenantes (gouvernement, entreprises, administrations), à savoir, la refonte du rôle de l'Etat et l'amélioration de la gouvernance, l'amélioration du climat des affaires, l'amélioration de la compétitivité des entreprises, et l'amélioration de la qualification des ressources humaines.

DK NEWS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

jeudi 13 juillet 2017 / ALGER

31.2 ° C / 67% H

Ciel dégagé



Des propositions pour renforcer la concertation gouvernement-entreprises

Par

Algérie presse service

Le Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise (Care) a présenté, hier à Alger, une série de propositions associant une trentaine d'organisations patronales et d'associations professionnelles pour renforcer la concertation entre le gouvernement et les entreprises et améliorer le climat des affaires. Intitulé «Programme de réformes économiques pour l'entreprise» (Pree), ce projet «est un nouveau processus de dialogue basé sur la confiance et l'inclusion», a expliqué à l'APS un représentant de Care, Samy Boukaïla, en marge de cette rencontre. Parfois, «les demandes des chefs d'entreprise ne sont pas rapportées fidèlement. Nous avons donc consulté, pendant deux ans, plus de 200 chefs d'entreprise à travers une trentaine de wilayas, et nous avons recueilli leurs propositions en termes d'amélioration du climat des affaires pour développer les entreprises du pays», détaille-t-il. Pour ce projet, qui sera remis au gouvernement, le Care a dégagé «des pistes de réformes, des propositions à l'Etat, aux structures d'appui, aux organisations patronales et associations professionnelles, à la fiscalité, à l'industrie financière pour qu'ils améliorent leur mode de fonctionnement en mettant l'entreprise au centre de leur préoccupations», expliquera M. Boukaïla. Quant aux pro-



Photo : S. Zohier

positions formulées, elles portent, d'une part, sur les principes pouvant servir de base à toutes les actions de plaidoyers des entreprises, et, d'une autre part, les propositions de réformes tournant autour de cinq axes : gouvernance et action de l'Etat, compétitivité des entreprises, financement, fiscalité et capital humain.

Elaboré dans une conjoncture caractérisée par la baisse des recettes des hydrocarbures, nécessitant une diversification «urgente» de l'économie nationale, le document cite quatre défis à relever par l'ensemble des parties prenantes (gouvernement, entreprises, administrations), à savoir, la refonte du rôle de l'Etat et l'amélioration de la gouvernance, l'amélioration du climat des

affaires, l'amélioration de la compétitivité des entreprises, et l'amélioration de la qualification des ressources humaines.

En plus de la présentation du Pree, on a procédé au lancement d'un Observatoire du climat des affaires (OCA) considéré par ses concepteurs comme un outil d'aide à la décision et de suivi des réformes et actions menées par les pouvoirs publics et la communauté des affaires au profit du développement des entreprises. L'Observatoire mènera des enquêtes semestrielles, puis trimestrielles auprès des chefs d'entreprise, et suivra les réalisations et ce qui reste à réaliser dans le cadre des réformes nécessaires au développement de l'entreprise, explique-t-on.

APS

Reprenez votre journal sur son nouveau site : latribune.com

La Tribune

N° 6732 Prix 10 DA Francs

Quotidien national d'information

Jeudi 13 juillet 2017

Nous sommes en UNE



Cérémonie de présentation du document remis au gouvernement, élaboré par un collectif de 28 associations professionnelles/ Ph: A. Sahara

Un collectif de 28 associations professionnelles composées de près de 250 entreprises des quatre coins du pays a remis au gouvernement ce mercredi 12 juillet 2017 un document de concertation contenant un « programme de réformes économiques pour l'entreprise ».

Initiée par le Cercle d'Action et de Réflexion Autour de l'Entreprise (CARE), cette action de concertation a été menée depuis deux ans et demi pour « contribuer au renforcement de la concertation entre l'Etat, les entreprises et les AP-OP (Association professionnelles et Organisations patronales) ». Les problématiques majeures qui ont été posées durant les 25 réunions organisées à travers 20 wilayas sont scindées en 5 axes résumant les différentes préoccupations des entreprises algériennes.

L'élaboration de ce projet a eu le soutien du CIP (Center For international Private Enterprise) qui est une ONG des Etats-Unis d'Amérique et membre de la Chambre du commerce américaine, présente dans 60 pays à travers le monde. C'est d'ailleurs « la première fois que le gouvernement algérien accepte un financement de la part d'une ONG américaine », a-t-on appris auprès des membres de cet observatoire, à l'occasion de la présentation de ce programme de réformes ce mercredi à Alger.

Ce nouveau modèle de concertation est basé sur « la confiance et l'engagement tout en incluant des mécanismes de suivi-évaluation continu. Il est aussi basé sur une démarche inclusive, tout en exigeant de la « redevabilité ».

Ainsi, la feuille de route comportant des engagements des parties prenante concernera : « les entreprises en premier lieu comme élément central, ensuite il y a le gouvernement, l'administration, les organisations et associations professionnelles, ainsi que les structures d'appui ».

Une large consultation

La particularité de ce document, selon ses rédacteurs, « ne réside pas dans la nouveauté des propositions, mais dans sa consultation large des acteurs économiques, au-delà de leur représentations », qui ont signifié leur adhésion et « leur soutien aux propositions de réformes dont ils sont la source ».

Les animateurs de ce projet ont mené leur concertation à travers une nouvelle approche inclusive et pragmatique « de bas en haut », tout en incluant l'ensemble des acteurs économiques pour attirer l'attention des pouvoirs publics à l'écoute des entreprises et le monde économique. Il est clair que le contexte économique difficile dans lequel évolue l'Algérie et l'environnement des affaires « peu propice » ont mis le pays face à de nombreux défis. « Les entreprises et leurs représentants doivent être associés et les expertises mobilisées par les pouvoirs publics.

Observatoire du climat des affaires

A cet effet, un Observatoire du climat des affaires (www.oca.dz) a été créé et servira comme une plateforme de suivi méthodique de la mise en œuvre des réformes économiques en direction des entreprises et du climat des affaires en Algérie. Les membres de l'observatoire ont été unanimes sur « l'inefficacité des pouvoirs publics quant à l'application des décisions sur le terrain concernant l'aspect économique », a déclaré Samy Boukaila, président de l'observatoire et membre du CARE, ajoutant que « cette concertation n'est pas seulement un document, mais un processus que le collectif met en route aujourd'hui ».

A propos de la perception des pouvoirs publics de cette proposition du collectif, « il y a eu une approche positive, surtout du nouveau gouvernement et du nouveau premier ministre. Le nouvel exécutif mesure les enjeux de la transformation de l'économie nationale. », mentionne le document du collectif qui précise que l'action majeure pour la réforme économique des entreprises nécessite quatre défis à relever de la part de l'Etat. « Il s'agit de la refonte du rôle de l'état et l'amélioration de la gouvernance, l'amélioration de la compétitivité des entreprises, par la modernisation de leur management, l'amélioration rapide du climat des affaires et permettre la création des entreprises, l'amélioration de la qualification des ressources humaine », a-t-on relevé sur le document du collectif.

Les patrons créent un observatoire

Le Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise (Care), en collaboration avec des associations professionnelles et patronales, des acteurs locaux et des chefs d'entreprise, a mené depuis un peu plus de deux ans, avec le soutien du Centre international pour l'entreprise privée (Cipe), un programme destiné à donner la parole aux chefs d'entreprise d'une dizaine de régions, originaires d'une vingtaine de wilayas. Le document final, intitulé "Le programme de réformes économiques pour l'entreprise", a été présenté, hier à l'hôtel El-Djazair, en présence, notamment, du représentant de la présidence de la République.

La particularité de la démarche réside non pas dans la nouveauté des propositions — qui pour la majorité ont été déjà émises — mais dans sa consultation large des acteurs économiques, au-delà de leurs représentations. La première ambition du "manifeste" est de promouvoir une nouvelle culture de partenariat État-entreprise. "Les deux éléments importants sont la confiance et l'inclusion", a souligné un chef d'entreprise. Une coalition de plusieurs partenaires, une trentaine d'associations et d'organisations, s'est engagée à porter le projet. Le forum des chefs d'entreprise n'a pas encore signé le document. Les problématiques majeures qui ont été posées, aussi bien par les chefs d'entreprise rencontrés que par les organisations patronales et les associations professionnelles consultées, ont été scindées en cinq axes : gouvernance et actions de l'État, performances et compétitivité des entreprises, financement, fiscalité et capital humain. Pour chaque axe, des propositions de mesures ont été avancées ainsi que les voies et les décisions visant leur réalisation. Le document a

identifié 13 objectifs et 38 mesures. Concernant la compétitivité des entreprises (13 mesures), le rapport propose, notamment, la modernisation du régime de change, la révision du dispositif de gestion et d'octroi du foncier industriel et l'accélération de décentralisation de l'administration. Pour la fiscalité (4 mesures), le rapport souligne la nécessité d'alléger la pression fiscale sur les entreprises et d'élargir la pression fiscale, en mettant l'accent sur l'inclusion du secteur informel. En matière de ressources humaines (4 mesures), le document propose d'impliquer le système éducatif dans la préparation de la ressource humaine qualifiée. "10% seulement des effectifs universitaires sont inscrits dans les filières techniques ou technologiques", relève-t-on. L'innovation de la démarche réside surtout dans la mise en place d'un Observatoire du climat des affaires (OCA), un véritable outil d'aide à la décision et au suivi des réformes et actions menées par les pouvoirs publics et la communauté des affaires. L'OCA proposera un index du climat des affaires algériennes qui permettra de situer le niveau de mise en œuvre des réformes. La prochaine étape est d'expliquer la démarche et le socle commun de réformes économiques aux pouvoirs publics. Dans ce cadre, le collectif compte rencontrer le Premier ministre. Des rencontres avec les commissions économiques de l'APN et du Conseil de la nation et les ministères concernés sont également prévues. "Nous amorçons un long virage avec cette plateforme collaborative et de concertation entre les pouvoirs publics et le monde de l'entreprise", a estimé Slim Othmani, le président du Centre d'action de réflexion autour de l'entreprise.

MEZIANE RABKI

LIBERTE

UN MOIS ET DEMI APRÈS
LE LIMOGEGE DE BENAGOUR
Hacene Mermouri
nommé ministre
du Tourisme P7

LES DIRIGEANTS DES DEUX
PARTIS MARQUENT LE PAS
MSP-FC : la fusion
improbable P7

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION, 37, RUE LARBI BEN M'HYDI, ALGER - N° 7587 JEUDI 13 JUILLET 2017 - ALGÉRIE 30 DA - FRANCE 1,30 € - GB 1€ 20 - ISSN 1111-4290



jeudi 13 juillet 2017

Pour l'amélioration du climat des affaires en Algérie Des propositions d'associations professionnelles

Le Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise (CARE) a présenté, hier à Alger, une série de propositions associant une trentaine d'organisations patronales et d'associations professionnelles pour renforcer la concertation entre le gouvernement et les entreprises et améliorer le climat des affaires. Intitulé "Programme de réformes économiques pour l'entreprise" (PREE), ce projet "est un nouveau processus de dialogue basé sur la confiance et l'inclusion", a expliqué un représentant de CARE, Samy Boukaïla, en marge de cette rencontre. Parfois, "les demandes des chefs d'entreprises ne sont pas rapportées fidèlement. Nous avons donc consulté, pendant deux ans, plus de 200 chefs d'entreprises à travers une trentaine de wilayas, et nous avons recueilli leurs propositions en termes d'amélioration du climat des affaires pour développer les entreprises du pays", détaille-t-il. En plus de la présentation de ce projet, il a été lancé un Observatoire du climat des affaires (OCA) considéré par ses concepteurs comme un outil d'aide à la décision et de suivi des réformes et actions menées par les pouvoirs publics et la communauté des affaires au profit du développement des entreprises. Concernant le projet PREE, qui sera remis au gouvernement, le CARE a mis "des pistes de réformes, des propositions à l'Etat, aux structures d'appui, aux

organisations patronales et associations professionnelles, à la fiscalité, à l'industrie financière pour qu'ils améliorent leur mode de fonctionnement en mettant l'entreprise au centre de leurs préoccupations", a-t-il expliqué. Pour ce qui concerne l'observatoire OCA et à travers son site web, il mènera des enquêtes semestrielles, puis trimestrielles, auprès des chefs d'entreprises, et suivra les réalisations et ce qui reste à réaliser dans le cadre des réformes nécessaires au développement de l'entreprise. Quant aux propositions faites dans le cadre du PREE, elles portent, d'une part, sur les principes pouvant servir de base à toutes les actions de plaidoyers des entreprises et, d'une autre part, les propositions de réformes tournant autour de cinq axes : gouvernance et action de l'Etat, compétitivité des entreprises, financement, fiscalité et capital humain. Etabli dans une conjoncture caractérisée par la baisse des recettes des hydrocarbures, nécessitant une diversification "urgente" de l'économie nationale, le document cite quatre défis à relever par l'ensemble des parties prenantes (gouvernement, entreprises, administrations), à savoir la refonte du rôle de l'Etat et l'amélioration de la gouvernance, l'amélioration du climat des affaires, l'amélioration de la compétitivité des entreprises et l'amélioration de la qualification des ressources humaines.

Le programme économique du nouveau gouvernement ne pourrait en aucun cas se suffire du seul soutien majoritaire que lui ont exprimé les deux Chambres parlementaires par l'entremise du «oui-assourdissant accordé par les députés et les sénateurs. Il ne pourrait se contenter non plus des avis et autres recommandations des seuls experts qui gravitent autour des sphères de décision en contrepartie de rémunérations à faire pâlir et baver d'envie.

Le plan d'action de Abdelmadjid Tebboune a assurément besoin aussi de critiques et de remises en cause instructives, d'idées, d'orientations et même de méthodes d'accompagnement qu'il ne pourra trouver ailleurs que dans les bâtiments de l'APN et du Sénat.

Dans cet ordre d'idées, les chefs d'entreprise sont incontestablement parmi les acteurs les mieux positionnés pour faire fructifier les débats autour du nouveau modèle de croissance initié par le Premier ministre et son staff.

Toutefois, ces derniers voient souvent leurs efforts dans cet objectif buter sur un manque d'intérêt et de concentration émanant des pouvoirs publics. D'où la décision prise par le très remuant Cercle algérien de réflexion autour de l'entreprise (Care) d'aller faire le tour du pays pour recueillir les avis de quelque 200 patrons d'entreprise en vue de monter un projet qui servirait à améliorer le climat des affaires dans le pays.

Passage plus qu'obligé en cette période qui impose une vision économique capable de mettre aux oubliettes la manne pétrolière, la réorientation de l'économie nationale vers de nouvelles sources de richesse et de développement ne pourra cependant se réaliser que dans un climat des affaires débarrassé des vieux réflexes et inscrit dans le cadre de relations saines et délestées de tout préjugé entre les entrepreneurs et l'Etat.

Le travail de longue haleine dans lequel s'est investi le Care participe, à juste titre, à cette évidence en traçant des pistes de réformes et en émettant des propositions à l'Etat, aux structures d'appui, aux organisations patronales et associations professionnelles, à la fiscalité, à l'industrie financière pour qu'ils améliorent leur mode de fonctionnement en mettant l'entreprise au centre de leurs préoccupations.

Le travail a duré deux longues années. Il mérite sans doute qu'on soit à l'écoute de ses résultats.

Mahrez Aït Belkacem, consultant en entreprise et chef du projet PREE pour le compte du CARE : « L'administration économique n'est pas à la hauteur des grands enjeux de réforme »

THÉMA | 13 JUILLET 2017

En réponse au nouveau modèle de croissance que le gouvernement veut mettre en place pour sortir l'économie nationale de la crise du pétrole, le Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise (CARE) veut mettre en œuvre un nouveau modèle de concertation Etat-Entreprises. Qu'est-ce que c'est ? Dans cet entretien, Mahrez Aït Belkacem, consultant en entreprise, parle de ce projet qui a nécessité deux ans d'entretiens et de consultations avec les chefs d'entreprise ; insistant particulièrement sur le fait que ce projet, qu'il a présenté hier à Alger, vise à unifier le discours du patronat. Entretien.



250 entreprises de 25 wilayas ont été interrogées deux ans durant par le Cercle algérien de réflexion autour de l'entreprise (CARE) afin d'identifier ce qui pourrait améliorer le climat des affaires en Algérie. Au bout du parcours, un document, le Programme de réformes économiques pour l'entreprise, qui contient 5 axes, 13 objectifs et 37 mesures.

Réforme et amélioration du climat des affaires

Le patronat met la main à la pâte

Le Cercle algérien de réflexion autour de l'entreprise (CARE) remettra les résultats du projet « Pour un nouveau modèle de concertation Etat - entreprises » (ou Programme de réformes économiques pour l'entreprise (PREE) à la présidence de la République, au Premier ministre, aux ministres concernés par l'économie ainsi qu'au Parlement avec ses deux Chambres.

PAR FELLA MIDJEK

L'objectif visé, « unifier » la voix du patronat en perspective des prochaines tripartites afin qu'elles soient plus « efficaces », ont annoncé, hier à Alger, les promoteurs de ce document. D'ailleurs, elles sont 28 associations et organisations patronales et professionnelles à l'avoir signé et la liste est ouverte à d'autres acteurs économiques. Le PREE tourne autour de 5 axes, 13 objectifs et 37 mesures proposées. Un travail qui a duré plus de deux ans, associant ainsi 250 entreprises de 25 wilayas. Il a été financé avec l'accord du ministère des Affaires étrangères par l'ONG américaine CIPE à hauteur de 400 000 dollars, soit à peu près 45 millions de dinars, dont 15% apportés par le CARE, nous a indiqué Samy Boukaila, membre du Cercle, en marge de la cérémonie de présentation du PREE. L'objectif principal est de « contribuer au renforcement de la concertation entre l'Etat, les entreprises et les AP-OP (associations professionnelles et organisations patronales), à travers une nouvelle approche « de bas en haut » qui consiste à être à l'écoute des entrepreneurs et du monde économique, en vue d'assurer que les lois et les réglementations soient les plus efficaces possibles et tiennent compte des attentes de l'ensemble des parties prenantes (citoyens, Etat, entreprises...) ainsi que des conditions de mise en œuvre de ces lois et réglementations pour l'amélioration du climat des affaires. Les concertations avec tous les acteurs débiteront à la rentrée sociale prochaine, ont annoncé les membres de CARE.

UN OUTIL METHODOLOGIQUE POUR LA TRIPARTITE « SANS SA REMISE EN CAUSE »

Il ne s'agit nullement de la remise en cause de la tripartite, mais le projet propose une méthodologie avec une approche « inclus-

ion des décisions prises dans le cadre de la tripartite et hors de cette rencontre réunissant le gouvernement, le syndicat (Union générale des travailleurs algériens - UGTA) et le patronat. Cet OCA va mesurer, pour la première fois, le taux d'application des réformes. Il s'agit aussi d'un outil instituant le dialogue permanent entre le gouvernement et le secteur privé, tiré des expériences à travers le monde, selon ce qu'a expliqué Abdelwahab El Keksi du CIPE. La priorité de CARE est donnée aux dossiers sur les subventions et la cohérence fiscale, a annoncé, pour sa part, Slim Othmani, président du CARE. Ce travail vient compléter celui déjà réalisé par d'autres organisations, dont le Forum des chefs d'entreprise (FCE) qui n'est pas encore signataire du document. Pour leur part, les 5 axes de travail portent sur la refonte du rôle de l'Etat et l'amélioration de la gouvernance, l'amélioration rapide du climat des affaires pour permettre la création d'entreprises et leur développement, notamment dans les secteurs à forte valeur ajoutée et l'attraction des IDE (Investissements directs étrangers), l'amélioration de la compétitivité des entreprises, par la modernisation de leur management, le développement de l'innovation et la transformation digitale, une plus grande intégration dans les chaînes de valeur régionales et internationales et par l'émergence d'un nombre suffisant d'ETI (entreprises de taille intermédiaire) en mesure de gagner la bataille de la compétitivité à l'international, de développer les exportations hors hydrocarbures et de jouer le rôle de locomotive pour des PME qui leur seraient associées. Le financement et la fiscalité sont deux axes principaux de travail du collectif. Il s'agit aussi d'améliorer la qualification des ressources humaines par des réformes profondes de la qualité de l'enseignement, à tous les niveaux, et de la formation professionnelle avec comme objectif de promouvoir l'employabilité des diplômés. Un calendrier est arrêté pour plancher sur ces axes à 2019 et la publication du premier rapport est prévue pour le 1^{er} semestre 2018. Dans le cadre de ce travail, le secteur informel est associé afin de trouver des solutions encourageant à rejoindre la 1^{re} sphère formelle.



LE CONSTAT DE DEUX ANNÉES DE TRAVAIL

Le constat fait après deux années : des projets très faiblement intégrés dans leurs territoires, 59% des PME existantes (et la tendance est la même s'agissant de la création d'entreprises nouvelles) sont domiciliées au nord du pays, 31% le sont dans les Hauts-Plateaux et à peine 8 % pour le sud du pays, alors qu'à peine 2% des PME sont installées dans le Grand-Sud. Une économie faiblement compétitive. L'Algérie a été classée à la 87^e place du classement mondial de la compétitivité pour l'édition 2016/2017 (sur 138 pays) réalisé par le Forum économique de Davos. Un environnement des affaires peu favorable aux entreprises, où dans le classement Doing Business 2017 de la Banque mondiale, l'Algérie est classée 156^e sur 190. Malgré les réels efforts de l'Algérie, ces dernières années, comparativement aux autres pays, l'environnement des affaires reste peu propice à la création et au développement des entreprises. Enfin, nos entreprises exportent peu. En 2016, les exportations hors-hydrocarbures se sont élevées à 1,78 milliard de dollars (6,16 %) dont une majeure partie de dérivés des hydrocarbures. En 2015, le nombre des exportateurs, qui était de près de 500, a chuté à moins de 400 exportateurs, dont 50 qui réalisent 97 % de chiffre d'affaires à l'export ! *

RÉFORMES

LE COUP DE MAIN DE CARE

Le Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise (Care), think tank connu pour être très présent dans le débat sur l'avenir de l'entreprise et de l'économie algériennes, a présenté, hier, à Alger, une série de propositions pour faire avancer et accélérer les réformes économiques dont a besoin le pays. Le document qu'on peut décrire comme un coup de main aux réformes est le résultat de consultations effectuées auprès de 200 chefs d'entreprise dans une trentaine de wilayas. Selon ses initiateurs, il devrait servir à mieux baliser les propositions du patronat lors des prochaines tripartites.

Le chiffre du jour

250 entreprises de 25 wilayas ont été interrogées deux ans durant par le Cercle algérien de réflexion autour de l'entreprise (CARE) afin d'identifier ce qui pourrait améliorer le climat des affaires en Algérie. Au bout du parcours, un document, le Programme de réformes économiques pour l'entreprise, qui contient 5 axes, 13 objectifs et 37 mesures.

Photo archives : Tripartite 2016. Le think tank Care se propose d'apporter davantage d'efficacité dans les discussions entre le gouvernement, les syndicats et le patronat.

Ce qu'ils ont dit sur le nouveau modèle de concertation Etat-entreprises du Care

PAR MAHMOUD CHAAL

Abdulwahab Alhebsi, directeur de programme du Center for International Private Enterprise (CIPE) :

Le CIPE est une organisation non-gouvernementale, affiliée à la Chambre américaine de commerce. Elle défend les intérêts de plus de 3 millions d'entreprises privées et s'intéresse à la situation économique et à l'environ-

nement des affaires dans le monde. « Nous avons travaillé avec le Care, entre autres, sur le sujet de la responsabilité de l'entreprise envers l'Etat. Cette responsabilité porte sur le paiement des impôts, la création de la richesse et de l'emploi, la rémunération des employés et des cadres de l'entreprise en donnant plus de pouvoir d'achat. Le rapport dévoilé devant l'assistance n'est pas une recette importée d'ailleurs qu'il va falloir appliquer en Algérie. Nous avons participé à l'élabora-

tion de ce programme de refondation de la relation Etat - entreprise en tenant compte des expériences recueillies par la CIPE à travers plusieurs pays dans le monde. Le rapport exposé aujourd'hui est le résultat d'un processus entamé il y a presque deux ans. Durant cette enquête, plus de 200 entreprises ont été ciblées. Ces entreprises ont des origines géographiques différentes. Elles sont implantées à Alger, à l'est du pays, au centre et dans le sud de l'Algérie. Mais leurs

préoccupations et leurs difficultés se ressemblent énormément. C'est ce qui a permis d'identifier 5 axes de travail et de recueillir 35 propositions concrètes pour améliorer le climat des affaires en Algérie.

L'Algérie a beaucoup d'atouts et d'avantages pour faire une transition réussie vers la diversification économique. On ne dit pas que le plan « Pour un nouveau modèle de concertation Etat-entreprises » (PREE) est la solution miracle, mais il participera en

partie à identifier les solutions à mettre en œuvre pour améliorer l'environnement économique de l'entreprise. »

Assam Amar, représentant du ministère de l'Intérieur et membre du Comité national de l'amélioration de l'environnement du climat des affaires :

« En 2012, la Banque mondiale a émis un rapport sur le climat des affaires dans le monde. Dans ce rapport, l'Algérie a été classée à un niveau qui ne reflète pas la réalité nationale du climat des affaires. L'ex-Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a mis en place un comité national pour l'amélioration du climat des affaires dans notre pays. Ce comité mixte concerne plusieurs ministères notamment l'Intérieur, le Commerce, les Finances, l'Industrie, entre autres. Nous avons travaillé sur le sujet. On est arrivé à identifier certains problèmes. Et nous avons donné des solutions. En ce qui concerne le ministère de l'Intérieur, on a allégé la procédure dans le traitement des dossiers liés au permis de construire délivré au niveau des APC. Aujourd'hui, lorsque la demande est complète, le permis de construire est délivré en moins de 20 jours. On citera, également, l'exemple de la mise à la disposition de certains organismes du Centre national de l'état civil. Parmi ces organismes, le Centre national du registre du commerce. Le CNRC accède au fichier national de l'état civil. Ce qui lui permet de délivrer le registre du commerce le jour même de l'introduction de la

demande. Il y a aussi la suppression de la légalisation des documents administratifs. Ce sont autant de mesures prises au niveau du ministère de l'Intérieur qui vont dans le sens de l'allègement des procédures pour l'amélioration du climat économique du pays. Pour preuve, dans le dernier rapport de la Banque mondiale, l'Algérie a gagné 45 places dans le classement des pays les plus attractifs où les procédures administratives sont allégées. En résumé, l'Etat s'est positionné sur le sujet et a mis en application certaines procédures pour améliorer le climat des affaires bien avant les organisations professionnelles. »

Samy Boukailla, membre fondateur du Care et chef d'entreprise :

« Outre les solutions que nous apportons pour une nouvelle relation entre l'Etat et les entreprises, nous avons décidé de mettre en place un observatoire pour mesurer la confiance des investisseurs et la question du climat des affaires. Il s'agit d'un site Web qui donne chaque trimestre une photographie de l'avis des chefs d'entreprise sur une question bien précise. Une question est posée aux opérateurs, à travers leurs réponses, on évalue l'impact de la problématique soulevée sur la réalité économique. On déterminera si, par exemple, une mesure a été appréciée ou non par le monde de l'entreprise. » ■



Mahrez Aït Belkacem, consultant en entreprise et chef du projet PREE pour le compte du CARE

« L'administration économique n'est pas à la hauteur des grands enjeux de réforme »

En réponse au nouveau modèle de croissance que le gouvernement veut mettre en place pour sortir l'économie nationale de la crise du pétrole, le Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise (CARE) veut mettre en œuvre un nouveau modèle de concertation Etat-Entreprises. Qu'est-ce que c'est ? Dans cet entretien, Mabrez Aït Belkacem, consultant en entreprise, parle de ce projet qui a nécessité deux ans d'entretiens et de consultations avec les chefs d'entreprise ; insistant particulièrement sur le fait que ce projet, qu'il a présenté hier à Alger, vise à unifier le discours du patronat. Entretien.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR SAMIR TAZAÏRT

Reporters : Vous vous apprêtez à soumettre au gouvernement les conclusions d'une large consultation que vous avez menée pour le compte du Care auprès des acteurs économiques, chez lesquels vous avez collecté propositions et idées pour une nouvelle relation Etat - entreprises. D'abord, dans quel état d'esprit avez-vous trouvé ces opérateurs par rapport à l'action économique du gouvernement ? Et quel est leur moral ?



Mahrez Aït Belkacem : D'abord, ce qu'il faut savoir, c'est qu'un peu plus de deux ans ont été nécessaires pour consulter à travers l'ensemble du territoire national les chefs d'entreprise. Cette précision est importante car nous étions nous-mêmes dans un état d'esprit dans lequel nous ne sommes plus à présent. Au départ, nous ignorions ce que nous allions en tirer, mais au fil des rencontres, nous étions extrêmement et agréablement surpris par la cohérence du discours, la hauteur des préoccupations, dans la mesure où ce ne sont pas des problèmes triviaux qui avaient été posés, mais réellement des inquiétudes importantes que nous retrouvons chez les gens avec lesquels nous avons l'habitude de discuter de la question. Nous nous sommes également rendu compte qu'il y avait de la ressource sur le terrain qui ne demande qu'à être écoutée. L'état d'esprit de nos interlocuteurs, en premier vis-à-vis de nous, a résulté en un succès d'estime incroyable à notre initiative car ces chefs d'entreprise locaux ont toujours eu le sentiment que personne ne s'intéressait à eux, mis à part dans un contexte folklorique. Vis-à-vis des pouvoirs publics, je dirai, de façon générale, que tous se plaignent de l'administration économique. En fait, disent-ils, parfois, des effets d'annonce sont accueillis avec beaucoup d'espoir et d'enthousiasme, mais lorsqu'ils arrivent dans les sables mouvants et les méandres de l'administration, très souvent, ces bonnes intentions disparaissent. Et c'est le même état d'esprit partout, que ce soit à Tamanrasset, Annaba, Blida, Oran ou à Tlemcen... Tout le monde a le même discours. Ce qui nous a surpris d'ailleurs car nous étions quasiment convaincus que les gens allaient poser des problèmes locaux. Il y avait en tout cas de la déception chez nos interlocuteurs, et parfois même de la méfiance. Ils considèrent, et nous le considérons avec eux, que l'administration économique n'est pas à la hauteur des grands enjeux de réforme. Mais il y a un point important à souligner, malgré cet état d'esprit, disons morose, les gens ne sont pas pour autant pessimistes et disent être prêts à s'embarquer sur de véritables projets. Ils disent aussi avoir bien entendu le nouveau discours des pouvoirs publics qui prétend placer l'entreprise

au cœur de la diversification de l'économie nationale. Ils répondent que pour pouvoir jouer pleinement leur rôle, il existe des préalables en matière d'environnement du climat des affaires, un climat qui doit changer !

Techniquement, la consultation a porté sur quels éléments et données et s'est-elle bien passée sachant que la réputation, notamment chez les chefs d'entreprise, est d'être avare d'indications quand il s'agit de leurs activités ?

Nous ne sommes pas entrés dans le détail de leurs activités. Ce qui nous importait, c'était de collecter ce qui pouvait paraître rassembleur, et ce qui pouvait être de l'ordre du spécifique devait être appréhendé par des institutions ou organisations spécifiques. Ce que nous voulions surtout, c'était d'obtenir un dénominateur commun chez tous les chefs d'entreprise d'Algérie. Sur ce point, précisément, nous étions satisfaits de constater que ce dénominateur commun existait bel et bien.

Si l'on devait sérier par ordre de priorité les revendications patronales (s'il y en a eu) pour un meilleur climat d'affaires et d'investissement, quels sont les points qui ont retenu votre attention ?

Globalement, les gens disent que si les pouvoirs publics veulent que les entreprises jouent leur rôle, il faut améliorer le climat des affaires, débloquer les situations où on ne peut pas créer librement son entreprise ni la développer, où on ne peut pas avoir accès aux financements et, bien plus que tout, on ne doit pas subir une fiscalité trop lourde !

Cela fait des années qu'un think-tank comme le vôtre multiplie les analyses, les propositions et les alertes concernant la conjoncture, ainsi que les scénarios d'écarter à l'économie algérienne ce à quoi elle est confrontée : subir le contre-coup

d'un marché pétrolier volatil. A quoi va servir votre consultation et le fait de la soumettre à l'Exécutif suppose connaître les pistes à prendre pour sortir de la crise ?

Elle sert à crédibiliser le dialogue social qui ne doit plus être un dialogue entre affinités ou chapelles. Il s'agit maintenant de construire des consensus sociaux ; ce qui passe par la construction d'un discours patronal vis-à-vis des pouvoirs publics, qu'il va falloir par la suite confronter au discours syndical afin d'aboutir à un seul et unique discours consensuel. C'est justement ce consensus qui est actuellement en phase de construction. Et ce que nous avons réussi, aujourd'hui, c'est d'avoir, pour la première fois, rassemblé une trentaine d'organisations professionnelles et patronales qui ont adhéré à cette démarche. Il n'est pas question pour nous d'unifier le patronat, mais seulement d'unifier le discours lié aux préoccupations des patrons. Car il n'y a pire danger qui guette le patronat algérien que celui né de combats de clochers. Ce qui ne peut avoir lieu qu'au détriment des véritables préoccupations des chefs d'entreprise. Surtout, nous ne voulons pas que tout cet effort reste sans suite. Nous avons alors décidé de mettre en place un observatoire du climat des affaires qui servira à nous réunir tous les six mois, aux côtés des acteurs économiques, afin de faire évoluer notre travail selon l'évolution du terrain.

Un mot sur le front social. Quels signaux lance-t-il, selon vous, notamment par rapport au besoin de réformes...

Aujourd'hui, plus que jamais, nous avons intérêt à améliorer la communication gouvernementale. L'Algérien, qui a eu l'habitude d'avoir un logement gratuitement, de payer l'eau, l'énergie, l'essence à bas prix, voire ne les payer pas carrément, ne va pas comprendre qu'on lui demande, subitement, de fournir des efforts sans une culture de communication, sans lui expliquer, dans une sorte de pédagogie sur l'économie élémentaire, que tout a un coût, et celui-ci induit un prix. Lui dire surtout que, dorénavant, nous allons vivre dans la réalité économique. ■

« Il n'est pas question pour nous d'unifier le patronat, mais seulement d'unifier le discours lié aux préoccupations des patrons. »



وكالة الأنباء الجزائرية
ALGERIE PRESSE SERVICE

مؤسسات: اقتراحات شراكات مهنية لتحسين مناخ الأعمال

أدرج يوم - الأربعاء، 12 تموز/يوليو 2017 10:03 الفئحة : اقتصاد 👁 قراءة : 20 مرات

الجزائر - عرض نادي العمل و التفكير حول المؤسسة اليوم الأربعاء بالجزائر العاصمة مجموعة من الاقتراحات قدمتها 30 منظمة أرباب عمل وجمعيات مهنية من اجل تعزيز التشاور بين الحكومة والمؤسسات و تحسين مناخ الأعمال.

في هذا الصدد، أكد ل/واج ممثل عن نادي العمل و التفكير حول المؤسسة سامي بوقاينة على هامش هذا اللقاء ان هذا المشروع الذي اطلق عليه اسم "برنامج الإصلاحات الاقتصادية من اجل المؤسسة" يعتبر "مسارا جديدا للحوار يقوم على الثقة والاندماج".

وأضاف يقول أن "طلبات رؤساء المؤسسات أحيانا لا يتم نقلها بوفاء لذلك فمننا خلال سنتين باستشارة اخسر من 200 رئيس مؤسسة عبر ثلاثين ولاية و تلقينا اقتراحاتهم من حيث تحسين مناخ الأعمال لتطوير مؤسسات البلاد".

وعلاوة على تقديم هذا المشروع تم إطلاق مرصد لمناخ الأعمال الذي اعتبر من قبل مصممه أداة للمساعدة على اتخاذ القرار و متابعة الإصلاحات و الأعمال التي تقوم بها السلطات العمومية و مجتمع الاعمال لفائدة تطوير المؤسسات.

أما بخصوص مشروع برنامج الإصلاحات الاقتصادية من اجل المؤسسة الذي سيتم عرضه على الحكومة فان "النادي قد وضع أروضيات إصلاحات و اقتراحات للدولة و لهياكل الدعم و منظمات أرباب العمل و الجمعيات المهنية و الجباية و الصناعة المالية حتى يحسنوا من طريقه تسييرهم بجعل المؤسسة محورا لانشغالاتهم".

وفيما يتعلق بالمرصد -يضيف المصدر- و من خلال موقعه الالكتروني سيفوم بتحقيقات سداسية ثم ثلاثية لدى رؤساء المؤسسات و يتابع الانجازات و ما تبقي من انجازات في إطار إصلاحات ضرورية لتطوير المؤسسة.

أما فيما يتعلق بالاقتراحات المقدمة في إطار برنامج الإصلاحات الاقتصادية من اجل المؤسسة فانها تخص من جهة المبادئ التي قد تشكل قاعدة لجميع أعمال المؤسسات و من جهة ثانية اقتراحات إصلاحات تدور حول خمسة محاور: الحكامة و عمل الدولة و تنافسية المؤسسات و التمويل و الجباية و رأس المال البشري.

كما تتضمن الوثيقة التي تم إعدادها في ظرف يتميز بانخفاض مداخيل المحروقات مما يتطلب التنويع "العاجل" للاقتصاد الوطني اربعة تحديات ينبغي رفعها من قبل جميع الأطراف الفاعلة (الحكومة و المؤسسات و الإدارات) و المتمثلة في اعادة النظر في دور الدولة و تحسين الحكامة و تحسين مناخ الأعمال و تنافسية المؤسسات و تحسين مؤهلات الموارد البشرية.



Le projet a été présenté au gouvernement : une recette pour améliorer le climat des affaires

(L'Expression (alg) 13/07/17)

Le programme des réformes économiques pour l'entreprise vient compléter le travail qui a été accompli jusqu'ici par le gouvernement en termes de réformes.

Le Cercle d'action et de réflexion sur l'entreprise (Care) a présenté hier les grandes lignes de son projet portant sur l'amélioration du climat des affaires en Algérie. Les détails de ce dernier ont été finalisés et soumis au gouvernement il y a peu. L'ensemble des partenaires de ce projet ont indiqué, en marge d'une conférence de presse organisée à l'hôtel El Djazair, que le programme des réformes économiques pour l'entreprise vient compléter le travail qui a été accompli jusqu'ici par le gouvernement dans ce sens. L'élaboration de ce document de travail permettra de rendre la tripartite plus efficace dans son travail, ont-ils précisé. Par son initiative, le Care veut apporter son aide au gouvernement, s'il y a volonté de relancer la croissance économique du pays. En effet, vu le contexte actuel de la chute des cours pétroliers, il est nécessaire que toutes les parties prenantes contribuent ensemble à mener ces réformes. «Ce programme a adopté une nouvelle approche consistant à renforcer la coalition entre l'Etat et les entreprises», expliquent-ils. Par ailleurs, ces mêmes représentants ont tenu à souligner que le travail qu'ils présentent n'a pas pour objectif de concurrencer ce qu'a notamment apporté le Forum des chefs d'entreprise (FCE) sur le plan des recommandations de réformes économiques, pour cela «seule une démarche inclusive et ouverte permettra de relever ces défis». Ainsi, ils ont fait savoir qu'un observatoire de suivi du programme des réformes économiques pour l'entreprise a été mis en place. Par conséquent, cet «outil» est un indicateur qui permettra de suivre les améliorations et le développement du climat des affaires. De ce fait, la visée est de «mesurer pour ensuite prendre des décisions», a-t-il été précisé. On nous a expliqué en outre que le contenu de cette plate-forme implique des propositions concrètes qui seront mises en oeuvre à l'échelle nationale. La nouveauté dans ce travail qui a déjà été entamé il y a longtemps, c'est cette politique «inclusive» entre les parties prenantes. De plus, cet outil aidera l'Exécutif à faire éclore les entreprises. S'exprimant à cette occasion, le président du Care a mis en exergue la bonne volonté du gouvernement à collaborer avec l'ensemble des acteurs afin de remplir les objectifs de cette plate-forme, ce, en vue du développement durable et inclusif en Algérie. «Ce programme confortera le gouvernement dans la pratique de la concertation». «On commence d'ailleurs à trouver un écho positif de la part de l'Exécutif», dira-t-il encore. Il faut rappeler que depuis plus de deux ans, le club Care, avec le soutien du centre international Cip, a animé un collectif composé d'associations d'organisations patronales, d'associations professionnelles et de chefs d'entreprise d'une vingtaine de régions du pays dont la mission est «l'amélioration du climat des affaires et l'identification des réformes nécessaires au développement de l'entreprise». Les animateurs du projet ont commencé par écouter les chefs d'entreprise au niveau de plusieurs régions du pays, après l'identification de leurs attentes, un travail de coposition de solutions a été mené pour qu'enfin le projet de rapport soit proposé aux associations professionnelles et organisations patronales (AP-OP), avant son adoption finale. Ainsi, la particularité de cette démarche ne réside pas dans la nouveauté des propositions, mais dans la large consultation des acteurs économiques au-delà de leurs représentations (AP-OP). Ces acteurs ont ainsi affiché leur totale adhésion et leur soutien aux propositions et aux réformes dont ils sont la source. En plus des AP-OP, partenaires de la coalition, les partenaires économiques et sociaux ont pris part à cette cérémonie.

Le programme des réformes économiques pour l'entreprise vient compléter le travail qui a été accompli jusqu'ici par le gouvernement en termes de réformes. Le Cercle d'action et de réflexion sur l'entreprise (Care) a présenté hier les grandes lignes de son projet portant sur l'amélioration du climat des affaires en Algérie. Les détails de ce dernier ont été finalisés et soumis au gouvernement il y a peu. L'ensemble des partenaires de ce projet ont indiqué, en marge d'une conférence de presse...



Vendredi 14 juillet 2017

Cela fait de nombreuses années que l'environnement des affaires est jugé, par les acteurs nationaux comme par les institutions de notation, peu propice à l'investissement et au développement économique. La chute drastique des cours pétroliers montre la fragilité de l'économie algérienne et rend centrale la question de l'amélioration du climat des affaires.

La croissance économique doit désormais être tirée par un secteur productif national diversifié. Cela commence, d'ailleurs, à transparaître dans le discours officiel qui affirme la volonté de diversifier l'économie et placer l'entreprise au cœur des réformes économiques. Néanmoins, l'ampleur des réformes à mener est considérable.

Elles nécessiteront la contribution de toutes les parties prenantes. Seule une démarche inclusive et ouverte permettra de relever les défis du passage à un nouveau modèle de croissance économique. A travers ce document issu des consultations menées à travers le pays, nous disposons enfin d'un cadre qui permettra d'interroger les politiques publiques et les conditions de leur mise en œuvre.

A travers cette contribution, nous visons à attirer l'attention sur le fait que la réussite d'un nouveau modèle de croissance nécessite la mise en œuvre d'un nouveau modèle de concertation Etat-Entreprises.

Pour une nouvelle approche de la relation Etat-Entreprises Les instances de délibération économique actuelles sont nécessaires mais insuffisantes. Les différents acteurs (gouvernement, patronat, syndicat, associations professionnelles, experts...) ont fait des efforts louables pour proposer des solutions notamment lors de la tripartite.

Toutefois, les défis auxquels nous devons faire face exigent de nouvelles formes de concertation plus inclusives où chaque partie doit être redevable des missions qui lui incombent.

En effet, au-delà des solutions préconisées (dans le nouveau modèle de croissance ou dans d'autres propositions), ce sont les conditions qui sous-tendent l'exercice et l'encadrement des activités économiques qu'il faut revoir.

Il s'agit de promouvoir une nouvelle culture de partenariat Etat-entreprises basée sur : i) une réelle confiance en l'entreprise et ses représentants et ii) de nouvelles méthodes de collaboration impliquant l'ensemble des parties prenantes (Gouvernement, administration nationale et locale, entreprises, Associations professionnels et organisation patronales, syndicats, universitaires, experts...).

Ces principales parties prenantes doivent collaborer ensemble à identifier les solutions aux problèmes rencontrés par les entreprises. Chaque partie prenante devra assumer une partie de ces engagements. Un processus de suivi-évaluation est mis en place et alimenté par l'ensemble des parties prenantes. Une telle démarche doit veiller à mobiliser, de manière coordonnée, l'ensemble des ressources et compétences disponibles au niveau de toutes les parties prenantes.

Aucune partie ne peut assumer seule l'effort d'analyse et de proposition de solutions de politiques publiques. Cette approche « de bas en haut » nous garantit la faisabilité des mesures préconisées et l'adhésion des parties prenantes qui s'engagent à mettre en œuvre la feuille de route retenue.

Les recommandations qui émaneront ainsi des acteurs eux-mêmes serviront lors de la phase d'évaluation des politiques publiques mises en œuvre. Pour un programme des réformes économiques pour l'entreprise.

C'est dans cet esprit que le Cercle d'Action et de Réflexion autour de l'Entreprise -CARE – et 1 ses partenaires (associations professionnelles et patronales, acteurs locaux, chefs d'entreprises...) mènent depuis maintenant un peu plus de deux ans, avec le soutien du Centre International « CIPE » , un programme destiné à donner la parole aux chefs d'entreprise d'une dizaine de régions, originaires d'une vingtaine de wilayas.

L'objectif principal de ce projet est de contribuer au renforcement de la concertation entre l'Etat, les entreprises et les AP-OP (Associations Professionnelles et Organisations Patronales) à travers une nouvelle approche « de bas en haut » qui consiste à être à l'écoute des entrepreneurs et du monde économique,

suite ...

Vendredi 14 juillet 2017

... suite.

en vue d'assurer que les lois et les réglementations soient les plus efficaces possibles et tiennent compte des attentes de 1 Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise (www.care.dz) 2 Center for international private enterprise (www.cipe.org) l'ensemble des partie-prenantes (citoyens, Etat, entreprises...) ainsi que des conditions de mise en œuvre de ces lois et réglementations pour l'amélioration du climat des affaires et relancer la croissance économique.

Les promoteurs du projet ont commencé par écouter les chefs d'entreprises au niveau de plusieurs régions du Pays. Après l'identification des attentes des chefs d'entreprise, un long travail de co-proposition de solutions a été mené. Enfin, le projet de rapport a été proposé aux Associations Professionnelles – Organisations Patronales (AP-OP) avant son adoption finale.

La particularité de cette démarche réside non pas dans la nouveauté des propositions – qui pour la majorité ont été déjà proposées- mais dans sa consultation large des acteurs économiques, au-delà de leurs représentations (AP-OP). Ces acteurs (entreprises, AP, OP...) ont signifié ainsi leur adhésion et leur soutien aux propositions de réformes dont ils sont la source. Ils seront ainsi les partenaires actifs du gouvernement dans leur mise en œuvre. Le document final sera remis au Gouvernement et son contenu partagé lors d'une rencontre nationale qui aura lieu le 12 Juillet prochain.



Algérie : 28 associations professionnelles proposent un « programme de réformes économiques » au gouvernement (CARE)

Algerie360 [12/07/2017]

Un collectif de 28 associations professionnelles composées de près de 250 entreprises des quatre coins du pays a remis au gouvernement ce mercredi 12 juillet 2017 un document de concertation contenant un « programme de réformes économiques pour l'entreprise ». Initiée par le Cercle d'Action et de (...)

Algérie 360°

Un collectif de 28 associations professionnelles composées de près de 250 entreprises des quatre coins du pays a remis au gouvernement ce mercredi 12 juillet 2017 un document de concertation contenant un « programme de réformes économiques pour l'entreprise ».

Initiée par le Cercle d'Action et de Réflexion Autour de l'Entreprise (CARE), cette action de concertation a été menée depuis deux ans et demi pour « contribuer au renforcement de la concertation entre l'Etat, les entreprises et les AP-OP (Association professionnelles et Organisations patronales) ». Les problématiques majeures qui ont été posées durant les 25 réunions organisées à travers 20 wilayas sont scindées en 5 axes résumant les différentes préoccupations des entreprises algériennes.

L'élaboration de ce projet a eu le soutien du CIP (Center For international Private Enterprise) qui est une ONG des Etats-Unis d'Amérique et membre de la Chambre du commerce américaine, présente dans 60 pays à travers le monde. C'est d'ailleurs « la première fois que le gouvernement algérien accepte un financement de la part d'une ONG américaine », a-t-on appris auprès des membres de cet observatoire, à l'occasion de la présentation de ce programme de réformes ce mercredi à Alger.

Ce nouveau modèle de concertation est basé sur « la confiance et l'engagement tout en incluant des mécanismes de suivi-évaluation continu. Il est aussi basé sur une démarche inclusive, tout en exigeant de la « redevabilité ». Ainsi, la feuille de route comportant des engagements des parties prenante concernera : « les entreprises en premier lieu comme élément central, ensuite il y a le gouvernement, l'administration, les organisations et associations professionnelles, ainsi que les structures d'appui ».

Algérie : 28 associations professionnelles proposent un « programme de réformes économiques » au gouvernement (CARE)

mercredi 12 juillet 2017 à 21:09

Source de l'article : Maghrebemergent.com

0
Partages

f Facebook

Twitter

Email

+ Plus d'options...

Une large consultation

La particularité de ce document, selon ses rédacteurs, « ne réside pas dans la nouveauté des propositions, mais dans sa consultation large des acteurs économiques, au-delà de leur représentations », qui ont signifié leur adhésion et « leur soutien aux propositions de réformes dont ils sont la source ».

Les animateurs de ce projet ont mené leur concertation à travers une nouvelle approche inclusive et pragmatique « de bas en haut », tout en incluant l'ensemble des acteurs économiques pour attirer l'attention des pouvoirs publics à l'écoute des entreprises et le monde économique. Il est clair que le contexte économique difficile dans lequel évolue l'Algérie et l'environnement des affaires « peu propice » ont mis le pays face à de nombreux défis. « Les entreprises et leurs représentants doivent être associés et les expertises mobilisées par les pouvoirs publics.

Observatoire du climat des affaires

A cet effet, un Observatoire du climat des affaires (www.oca.dz) a été créé et servira comme une plateforme de suivi méthodique de la mise en œuvre des réformes économiques en direction des entreprises et du climat des affaires en Algérie.



Le projet a été présenté au gouvernement: Une recette pour améliorer le climat des affaires

🕒 13 juillet 2017 📁 Algérie 360, International, Régions

🗨️ Commentaires fermés sur Le projet a été présenté au gouvernement: Une recette pour améliorer le climat des affaires

Le programme des réformes économiques pour l'entreprise vient compléter le travail qui a été accompli jusqu'ici par le gouvernement en termes de réformes. Le Cercle d'action et de réflexion sur l'entreprise (Care) a présenté hier les grandes lignes de son projet portant sur l'amélioration du climat des affaires en Algérie. Les détails de ce dernier ont été finalisés et soumis au ...

[Lire la suite...](#)

LE PROJET A ÉTÉ PRÉSENTÉ AU GOUVERNEMENT

Une recette pour améliorer le climat des affaires

LE PROGRAMME DES RÉFORMES économiques pour l'entreprise vient compléter le travail qui a été accompli jusqu'ici par le gouvernement en termes de réformes.

■ MASSIVA ZEHRAOUI

Le Cercle d'action et de réflexion sur l'entreprise (Care) a présenté hier les grandes lignes de son projet portant sur l'amélioration du climat des affaires en Algérie. Les détails de ce dernier ont été finalisés et soumis au gouvernement il y a peu. L'ensemble des partenaires de ce projet ont indiqué, en marge d'une conférence de presse organisée à l'hôtel El Djazair, que le programme des réformes économiques pour l'entreprise vient compléter le travail qui a été accompli jusqu'ici par le gouvernement dans ce sens. L'élaboration de ce document de travail permettra de rendre la tripartite plus efficace dans son travail, ont-ils précisé. Par son initiative, le Care veut apporter son aide au gouvernement, s'il y a volonté de relancer la croissance économique du pays. En effet, vu le contexte actuel de la chute des cours pétroliers, il est nécessaire que toutes les parties prenantes contribuent ensemble à mener ces réformes. « Ce programme a adopté une nouvelle approche consistant à renforcer la coalition entre l'Etat et les entreprises », expliquent-ils. Par ailleurs, ces mêmes représentants ont tenu à souligner que le travail qu'ils présentent n'a pas pour



Le Palais du gouvernement

objectif de concurrencer ce qu'a notamment apporté le Forum des chefs d'entreprise (FCE) sur le plan des recommandations de réformes économiques, pour cela « seule une démarche inclusive et ouverte permettra de relever ces défis ». Ainsi, ils ont fait savoir qu'un observatoire de suivi du programme des réformes économiques pour l'entreprise a été mis en place. Par conséquent, cet « outil » est un indicateur qui permettra de suivre les améliorations

et le développement du climat des affaires. De ce fait, la visée est de « mesurer pour ensuite prendre des décisions », a-t-il été précisé. On nous a expliqué en outre que le contenu de cette plate-forme implique des propositions concrètes qui seront mises en œuvre à l'échelle nationale. La nouveauté dans ce travail qui a déjà été entamé il y a longtemps, c'est cette politique « inclusive » entre les parties prenantes. De plus, cet outil aidera

l'Exécutif à faire éclore les entreprises. S'exprimant à cette occasion, le président du Care a mis en exergue la bonne volonté du gouvernement à collaborer avec l'ensemble des acteurs afin de remplir les objectifs de cette plate-forme, ce, en vue du développement durable et inclusif en Algérie. « Ce programme confortera le gouvernement dans la pratique de la concertation ». « On commence d'ailleurs à trouver un écho positif

de la part de l'Exécutif », dira-t-il encore. Il faut rappeler que depuis plus de deux ans, le club Care, avec le soutien du centre international CIP, a animé un collectif composé d'associations d'organisations patronales, d'associations professionnelles et de chefs d'entreprise d'une vingtaine de régions du pays dont la mission est « l'amélioration du climat des affaires et l'identification des réformes nécessaires au développement de l'entreprise ». Les animateurs du projet ont commencé par écouter les chefs d'entreprise au niveau de plusieurs régions du pays, après l'identification de leurs attentes, un travail de coproposition de solutions a été mené pour qu'enfin le projet de rapport soit proposé aux associations professionnelles et organisations patronales (AP-OP), avant son adoption finale. Ainsi, la particularité de cette démarche ne réside pas dans la nouveauté des propositions, mais dans la large consultation des acteurs économiques au-delà de leurs représentations (AP-OP). Ces acteurs ont ainsi affiché leur totale adhésion et leur soutien aux propositions et aux réformes dont ils sont la source. En plus des AP-OP, partenaires de la coalition, les partenaires économiques et sociaux ont pris part à cette cérémonie.

M. Z.

Afrique.direct.news

Algerie.direct.news

Actualité en direct d'Algérie. Journaux & actualités locales.



Algérie : 28 associations professionnelles proposent un « programme de réformes économiques » au gouvernement (CARE)

[Algerie360] - 12/07/2017

Un collectif de 28 associations professionnelles composées de près de 250 entreprises des quatre coins du pays a remis au gouvernement ce mercredi 12 juillet 2017 un document de concertation contenant un « programme de réformes économiques pour l'entreprise ». Initiée par le Cercle d'Action et de (...)

Cela fait de nombreuses années que l'environnement des affaires est jugé, par les acteurs nationaux comme par les institutions de notation, peu propice à l'investissement et au développement économique. La chute drastique des cours pétroliers montre la fragilité de l'économie algérienne et rend centrale la question de l'amélioration du climat des affaires.

La croissance économique doit désormais être tirée par un secteur productif national diversifié. Cela commence, d'ailleurs, à transparaître dans le discours officiel qui affirme la volonté de diversifier l'économie et placer l'entreprise au cœur des réformes économiques. Néanmoins, l'ampleur des réformes à mener est considérable.

Elles nécessiteront la contribution de toutes les partie-prenantes. Seule une démarche inclusive et ouverte permettra de relever les défis du passage à un nouveau modèle de croissance économique. A travers ce document issu des consultations menées à travers le pays, nous disposons enfin d'un cadre qui permettra d'interroger les politiques publiques et les conditions de leur mise en œuvre.

A travers cette contribution, nous visons à attirer l'attention sur le fait que la réussite d'un nouveau modèle de croissance nécessite la mise en œuvre d'un nouveau modèle de concertation Etat-Entreprises.

Pour une nouvelle approche de la relation Etat-Entreprises Les instances de délibération économique actuelles sont nécessaires mais insuffisantes. Les différents acteurs (gouvernement, patronat, syndicat, associations professionnelles, experts...) ont fait des efforts louables pour proposer des solutions notamment lors de la tripartite.

Toutefois, les défis auxquels nous devons faire face exigent de nouvelles formes de concertation plus inclusives où chaque partie doit être redevable des missions qui lui incombent.

En effet, au-delà des solutions préconisées (dans le nouveau modèle de croissance où dans d'autres propositions), ce sont les conditions qui sous-tendent l'exercice et l'encadrement des activités économiques qu'il faut revoir.

Il s'agit de promouvoir une nouvelle culture de partenariat Etat-entreprises basée sur : i) une réelle confiance en l'entreprise et ses représentants et ii) de nouvelles méthodes de collaboration impliquant l'ensemble des partie-prenantes (Gouvernement, administration nationale et locale, entreprises, Associations professionnels et organisation patronales, syndicats, universitaires, experts...).

Ces principales partie-prenantes doivent collaborer ensemble à identifier les solutions aux problèmes rencontrés par les entreprises. Chaque partie-prenante devra assumer une partie de ces engagements. Un processus de suivi-évaluation est mis en place et alimenté par l'ensemble des partie-prenantes. Une telle démarche doit veiller à mobiliser, de manière coordonnée, l'ensemble des ressources et compétences disponibles au niveau de toutes les partie-prenantes.

Aucune partie ne peut assumer seule l'effort d'analyse et de proposition de solutions de politiques publiques. Cette approche « de bas en haut » nous garantit la faisabilité des mesures préconisées et l'adhésion des partie-prenantes qui s'engagent à mettre en œuvre la feuille de route retenue.

Les recommandations qui émaneront ainsi des acteurs eux-mêmes serviront lors de la phase d'évaluation des politiques publiques mises en œuvre. Pour un programme des réformes économiques pour l'entreprise.

C'est dans cet esprit que le Cercle d'Action et de Réflexion autour de l'Entreprise -CARE - et 1 ses partenaires (associations professionnelles et patronales, acteurs locaux, chefs d'entreprises...) mènent depuis maintenant un peu plus de deux ans, avec le soutien du Centre International "CIPE" , un programme destiné à donner la parole aux chefs 2 d'entreprise d'une dizaine de régions, originaires d'une vingtaine de wilayas.

Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise

De la revendication à la concertation

Association. Initiée par le Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise (Care), cette action de concertation a été menée depuis deux ans et demi pour «contribuer au renforcement de la concertation entre l'Etat, les entreprises et les AP-OP» (associations professionnelles et organisations patronales).

Les problématiques majeures qui ont été posées durant les 25 réunions organisées à travers 20 wilayas sont scindées en 5 axes résumant les différentes préoccupations des entreprises algériennes. La mise en place de ce projet s'est déroulée avec la collaboration du CIP (Center for International Private Enterprise) qui est une ONG américaine membre de la Chambre de commerce US présente dans 60 pays à travers le monde.

La nouveauté dans cette démarche est plutôt marquée par son caractère inclusif exigeant de la recevabilité et de la confiance mutuelle. Plus pratique, ce modèle d'action englobe une feuille de route incluant tous les engagements des parties concernées, notamment les entreprises, le gouvernement, l'administration, les organisations et associations professionnelles, sans oublier les structures d'appui.

Une démarche pragmatique

L'objectif principal de ce projet est de contribuer au renforcement de la concertation entre l'Etat, les entreprises et les organisations patronales à travers une nouvelle approche verticale qui consiste à être à l'écoute des entrepreneurs et du monde économique.

Les propositions faisant l'objet du programme de réformes économiques pour l'entreprise (PREE) ont été construites avec les acteurs de terrain à partir des



préoccupations recueillies auprès des différents opérateurs locaux rencontrés dans une dizaine de régions visitées. Les propositions ont ensuite été enrichies par l'appui d'experts. Cette approche vise à garantir la faisabilité et la pertinence des mesures proposées. Le PREE, fruit d'un long processus consultatif, a ensuite été partagé avec les associations professionnelles et les organisations patronales pour enrichissement.

Création de l'observatoire du climat des affaires

A cet effet, les initiateurs de ce louable projet économique ont abouti dans leur travail à la création

d'un observatoire du climat des affaires (www.oca.dz) censé servir de base pour une plateforme de suivi méthodique de la mise en œuvre des réformes économiques en direction des entreprises et du climat des affaires en Algérie.

Les membres de l'observatoire avec lesquels nous avons échangé quelques mots sur le sujet de sont réjouis de cette consécration et sont donc très animés pour continuer leur mission, nous a déclaré Samy Boukaila, président de l'observatoire et membre du Care■

R. K.

Télévisions





Cliquez sur la capture d'écran pour visionner.

Début du reportage à : 17.22 mns





Cliquez sur la capture d'écran pour visionner.

Annonce de l'évènement 0.41 mn

Début du reportage à : 9.39 mns





Cliquez sur la capture d'écran pour visionner.

Début du reportage à : 5.27

Le journal télévisé (JT) en Français du 14-07-2017

LE JOURNAL Mohand TOUAZI
Chef d'entreprise et membre de la Think Tank

Paused 0:08:12

La vidéo de la cérémonie

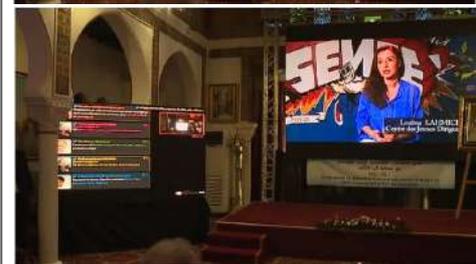
11.19 mns



Le Collectif des AP-OP
Présente

Un projet initié par le
Cercle d'Action et de Réflexion autour de l'Entreprise

Avec le soutien du
Center International Private Enterprise



La radio

Cliquer sur l'image pour écouter le podcast de la Chaîne Une



Les Réseaux sociaux





Facebook Live Video

J'adore Commenter Partager

11 Meilleurs commentaires

CARE Votre commentaire...

CARE · 11:37 Une initiative majeure qui doit être soutenue par tous les opérateurs nationaux Publics et Privés
J'aime · Répondre · Commenté par Doubabi Hicham [?] · 12 juillet, 09:53

Fella Soltane · 4:38 Bravo!
Merci de partager les dates des prochains événements.
J'aime · Répondre · Contacter · Hier, à 06:24

Linda Naili · 9:21 Bonjour Care, SVP quelle est la thématique du jour ?
J'aime · Répondre · Contacter · 12 juillet, 09:52

Touhami Madoun · 8:24 Bravo champion 😊
J'aime · Répondre · Contacter · 7 h

Azeddine Fourkane · 15:40 Bonne initiative CAAR,j espère que ce programme se concrétise
J'aime · Répondre · Contacter · 12 juillet, 22:56

1011 vues,
31 likes, 15
commentaires

CARE CARE était en direct.
12 juillet, 10:17

PREE



1 127 personnes atteintes

Booster la publication

391 vues



756 personnes atteintes

Booster la publication

235 vues

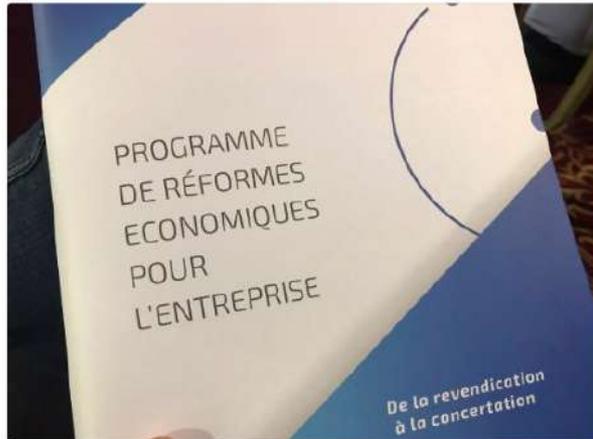


Periscope

Un total de 320 tweets et retweets sur le sujet
@CareAlgeria
#pree et **#oca**

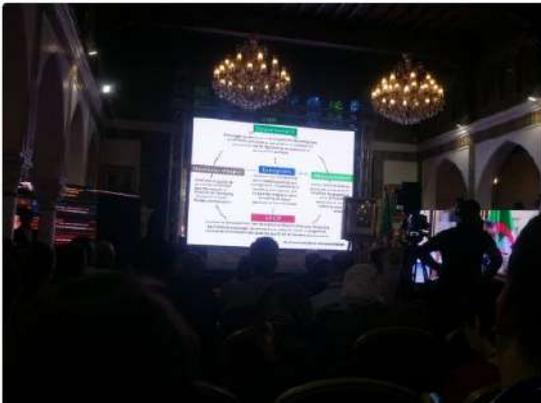
En direct :
250 spectateurs

Réda ALLAL et 2 autres ont aimé
Khaled Drareni @khaleddrareni · 12 juil.
Meriem Beilli et Mohand Touazi expliquent une démarche différente pour recueillir les préoccupations des chefs d'entreprises **#pree #oca**



3 8 11

hamdad amira @AmiraHamdad · 12 juil.
Le **#PREE** de la revendication à la concertation. **@CareAlgeria**



2

CARE Officiel @CareAlgeria · 12 juil.
Base du **#PREE #OCA #ALGER**

TERMINÉ 124 spectateurs

CARE @CareAlgeria
Base du **#PREE #OCA #ALGER**
pscp.tv

1 7 5



Slim Othmani Président de CARE

Quelques Photos de la Cérémonie



Le Collectif des AP-OP, La délégation CIPE et les membres de la TASK Force de CARE



Mahrez AIT BELKACEM, Directeur du Projet, présente le PREE



برنامج الإصلاحات الاقتصادية لقائدة المؤسسة
من المطالبة إلى التشاور
PREE 2017
Plan de Réformes Économiques pour l'Entreprise
De la revendication à la concertation

Nadhir Laggoune, membre de CARE et de la TF, en maître de cérémonie



Abdulwahab Alkebsi, Deputy Director for Programs. Center for International Private Enterprise (CIPE)



Arrière plan: des membres du Collectif AP-OP. Premier plan, de gauche à droite: Greg J. Simpson de CIPE, , Samy Boukaila (membre fondateur et trésorier de CARE), Slim Othmani (Président de CARE).



De gauche à droite: Mohamed Saïdi (ADPE Annaba), Mohamed El Bey (représentant du CEIMI, Mitidja), membres de la Task Force, présentent le travail qu'ils ont effectués autour du PREE dans leurs régions.



Meriem Bellil membre du collectif AP-OP et de la Task Force



Mohand Touazi, Membre de CARE et de la TF

Présentation Watchdog
(Observatoire du Climat des Affaires)
www.oca.dz
PREE 2017

Programme de Réformes Économiques pour l'Entreprise
De la revendication à la concertation



#PREE #OCA #ObservatoireDuClimatDesAffaires

Programme de reforme économique de revendication à la concertation
#PREE @CareAlgeria https://...

ObservatoireDuClimatDesAffaires



Samy BOUKAILA présentant l'Observatoire du Climat des Affaires



Amel BELAID, membre de CARE et de la TF, co-leader du projet PREE, présente les perspectives futures.



De g-d : M. Nabil Hattali représentant du Directeur de Cabinet du Président de la République. Représentante de la Délégation de l'UE, Représentante de l'ONU, M. Amara Zitouni Président du Conseil de la Concurrence.



Samy BOUKAILA (CARE, a droite) accueillant Abdelhafid TEMASSINE représentant de l'APAB.

De la revendication à la concertation

OCA

مرصد مناخ الأعمال
Observatoire du
Climat des Affaires



Abdellali DERRAR représentant du CNPA

OCA
مرصد مناخ الأعمال
Observatoire du
Climat des Affaires



Shahinez Safia Zighemi, Représentante d'APROMECE

برنامج الإصلاحات الاقتصادية لفائدة المؤسسة
من المطالبة إلى التشاور

PREE 2017

Programme des Réformes Économiques pour l'Entreprise
Tendance à la concertation

OCA

مرصد مناخ الأعمال
Observatoire du
Climat des affaires



De d-g : Loubna Lahmici Présidente de CJD
et Nassim Lounès et

برنامج الإصلاحات الاقتصادية لفائدة المؤسسة

من المطالبة إلى التشاور

PREE 2017

Programme de Réformes Économiques pour l'Entreprise
de la revendication à la concertation

OCA

مرصد مناخ الأعمال
Observatoire du
Climat des Affaires

#PREE2017
#OCA
#ObservatoireDuClimat
periscope: @CareAlgeria

ca.dz www.observatoireduclimatdesaffaires.dz
www.care.dz

CareAlgeria

Mr Laid Benamor, Président de la CACI.

من المطالبة إلى التشاور

PREE 2017

Programme de Réformes Économiques pour l'Entrée
De la revendication à la concertation

OCA

مرصد مناخ الأعمال
Observatoire du
Climat des Affaires



M. Nouredine Cherouati représentant de l'Association d'AEP

برنامج الإصلاحات الاقتصادية لفائدة المؤسسة
من المطالبة إلى التشاور

PREE 2017

Programme de Réformes Économiques pour l'Entreprise
De la revendication à la concertation

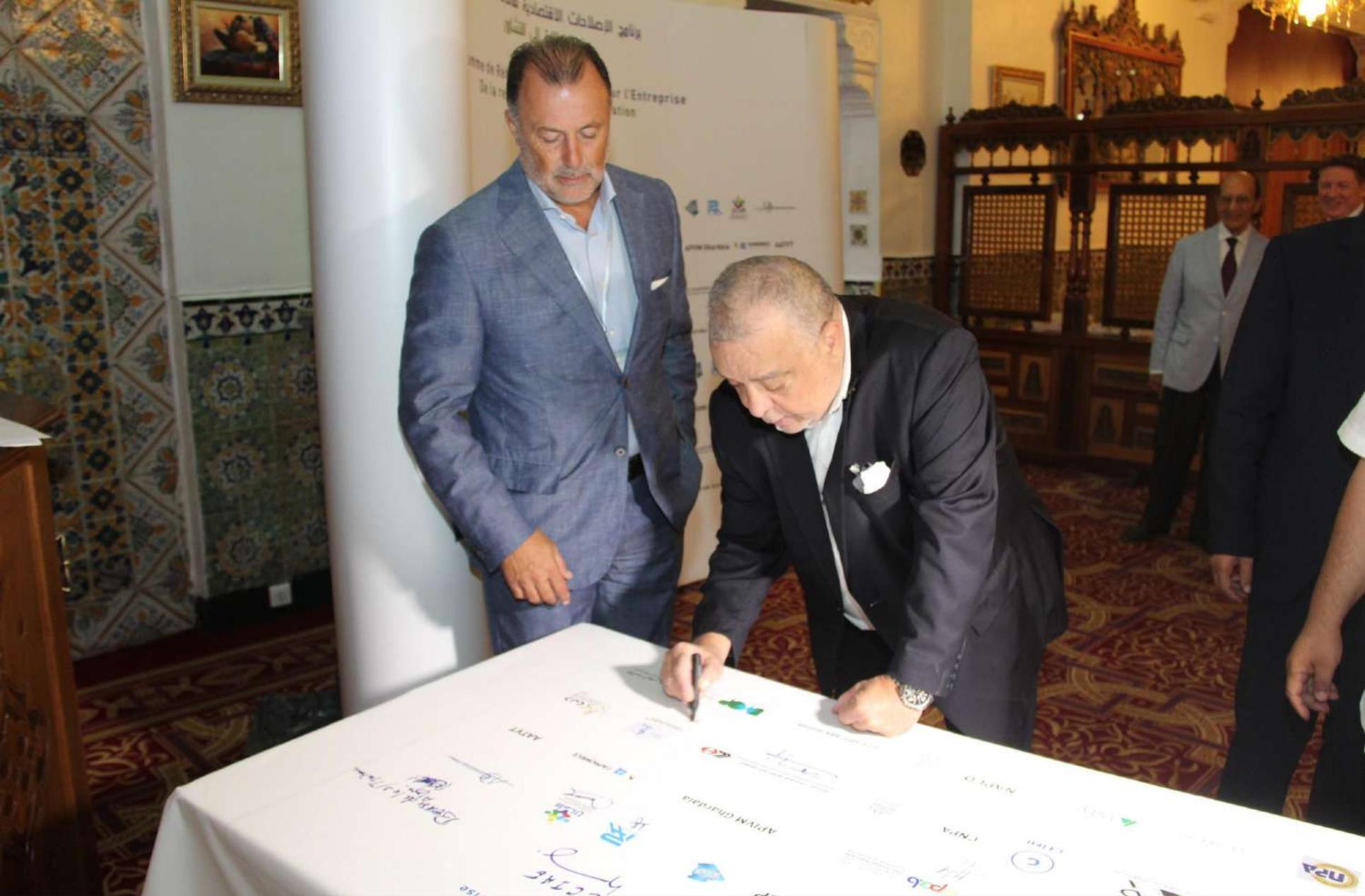
OCA

مرصد نتائج الأعمال
Observatoire du
Climat des Affaires

#PREE2017
#OCA
#ObservatoireDuClimatDesAffaires
periscope: @CareAlgeria

www.care.dz

Abrous OUTOUDERT, Directeur du quotidien Liberté



Abdelaziz Mehzeni, Président de la CIPA, signe symboliquement son adhésion au collectif des AP/OP pour le PREE

Plan de Reformes Economiques pour l'Entreprise De la revendication à la concertation

OCA
مرصد مناخ الأعمال
Observatoire du
Climat des Affaires



M. Keddour Bettahar, Directeur Général des Douanes et
M. Djamel BRIKA, Directeur des relations publiques et de l'information.

برنامج الإصلاحات الاقتصادية لقاعدة المؤسسة

من المطالبة إلى التشاور

PREE 2017

Programme de Réformes Économiques pour l'Entreprise

De la revendication à la concertation

OCA

مرصد مناخ الأعمال
Observatoire du
Climat des Affaires



M. Djamel BRIKA DRPI des Douanes, M. Mohamed Antri-Bouzar, M. Sid Ahmed Tibaoui PDG du WTCA et Mr Habib Youssfi Président de le CGOA



M. Gregory Simpson CIPE Regional Director, M. Abdulwahab Alkebsi CIPE Deputy Director, Programs

De la revendication à la concertation

OCA

مرصد مناخ الأعمال
Observatoire du
Climat des Affaires



APIVM Ghardaia



l'APROMECE

AATVT



جمعية المنتجين الجزائريين للمشروبات
ASSOCIATION DES PRODUCTEURS ALGÉRIENS DE RAISSONS

APIVM

ال confédération générale des entreprises algériennes
Confédération Générale des Entreprises Algériennes



Confédération des Industriels et Producteurs Algériens



Cercl



Confédération Générale des E

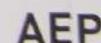
CCE-Sétif-BBA-Guelma



الإتحاد الوطني للمتعاملين في الصيدلة
Union Nationale des Opérateurs de la Pharmacie



CCE-Sétif-BBA





M; Samy Boukaila CARE,



Slim Othmani, Président de CARE,



Reda Allel, Membre de la TF du PREE et d'ACTE Tlemcen



De g-d: Mahrez AIT BELKACEM, Directeur du Projet PREE, Abdulwahab Alkebsi, Deputy Director for Programs. Center for International Private Enterprise (CIPE), M. Khodja Mebre de la TF/CARE et d'ATV tamarrasset



de g-d: Mme Pamela BEECROFT et Greg SIMPSON (CIPE),
Mme Tisha TOMS, représentante de l'ambassade des USA



Des membres du Collectif AP-OP et des membres de la Task force de CARE chargée du PREE en conférence de Presse.



A gauche: M. Abderezak Mehenni, Président de CIPA.

A partir de la droite: M. Keddour Bettahar DG des Douanes et M. Habib Yousfi Président d'honneur de la CGOA



Mabrouk Aib, Président de Nabni

برنامج الإصلاحات الاقتصادية لفائدة المؤسسة
من المطالبة إلى التشاور

Programme de Réformes Économiques pour l'Entreprise
De la revendication à la concertation

OCA
مرصد مناخ الأعمال
Observatoire du
Climat des Affaires



#PREE2017
#OCA
#ObservatoireDuClimatDesAffaires
periscope : @CareAlgeria

www.oca.dz www.observatoireduclimatdesaffaires.dz

www.care.dz



CareAlgeria



CareAlgeria

Les Participants

Ventilation des participants par type

AP-OP	25
Banque/institution financière	12
Membres de CARE	17
Consultants	15
Education	15
Entreprises Publiques/Privées	35
Institutions publiques	19
Journalistes (Dont 3 TV)	19
ONG Internationales	3
Corps diplomatique	2
Ministères	5
Divers	27
Total	174

Membres CARE Présents à la cérémonie

1	Ait Belkacem Mahrez
2	Belaïd Amel
3	Bendimered Mehdi
4	Benmiloud Hind
5	Boudra Abdelkrim
6	Boukaila Samy
7	Debbouz Katia
8	Hamdad Amira
9	Hedir Mouloud
10	Kahlane Ali
11	Khelifati Hassen
12	Laggoune Nadhir
13	Lyès Kerrar
14	Mohamed Antri Bouzar
15	Othmani Slim
16	Seghier Zine
17	Touazi Mohand

PREE 2017

Programme de
Réformes Économiques
pour l'Entreprise

برنامج الإصلاحات
الاقتصادية لفائدة
المؤسسة

Alger – Juillet 2017

Coordonné par :



Avec l'appui de :



PROGRAMME

1. Présentation de la démarche du projet
Par Mohamed Saidi et Mohamed El Bey
2. Présentation de la coalition des AP-OP
Par Mahrez Ait Belkacem.
3. Présentation synthétique du PREE 2017
Par Meriem Bellil et Mohand Touazi
4. Présentation de l'observatoire
Par Samy Boukaila
5. Les activités de plaidoyer à porter par les AP-OP
Par Amel Belaid
6. Mot du partenaire CIPE
Par Abdulwahab Alkebsi
7. Photo-souvenir avec l'ensemble des AP-OP partenaires du collectif.

De la revendication à la concertation

1

Présentation de la démarche du projet

Par Mohamed Saidi et Mohamed El Bey

De la revendication à la concertation

Qu'est-ce que le PREE ?

Une approche « de bas en haut » incluant l'ensemble des acteurs économiques, en amont et en aval du processus, avec pour objectifs de renforcer la concertation et d'améliorer l'environnement des affaires



De la revendication à la concertation

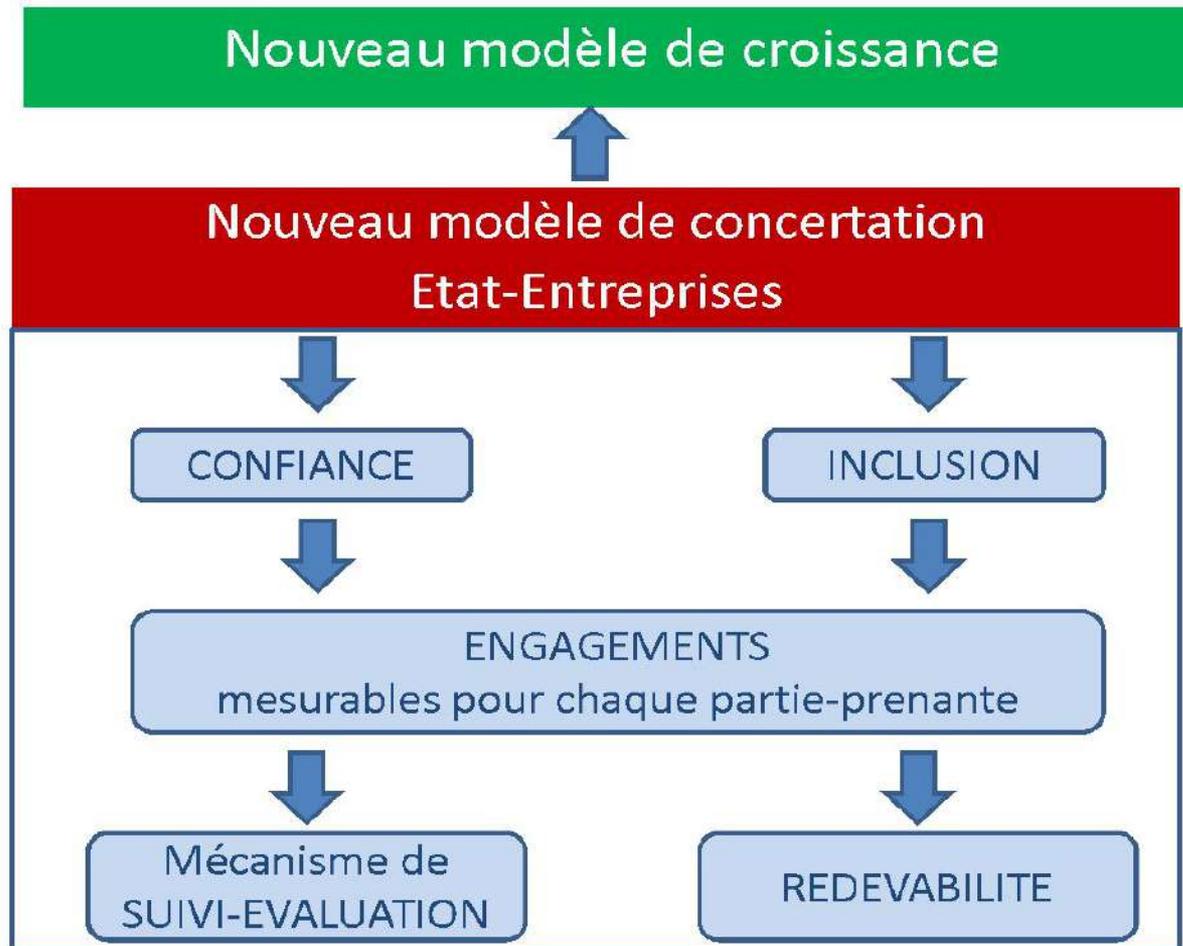
Pourquoi le PREE ?

- ➔ **Contexte économique et financier difficile**
- ➔ **Environnement des affaires peu propice au développement économique**
- ➔ **Limites démontrées des démarches adoptées jusque là**
- ➔ **Processus des réformes incontournable**
- ➔ **Adhésion nécessaire de toutes les parties prenantes aux réformes**

Particularités du PREE ?

- ➔ Démarche inclusive « de bas en haut »
- ➔ Principe de coresponsabilité
- ➔ Principe de redevabilité
- ➔ Exigence de suivi

Particularités du PREE ?



De la revendication à la concertation

Démarche du PREE ?

- ➔ Démarche inclusive « de bas en haut »
- ➔ Démarche pragmatique
- ➔ Démarche concertée



Démarche du PREE ?

- ➔ Démarche inclusive « de bas en haut »
- ➔ Démarche pragmatique
- ➔ Démarche concertée



De la revendication à la concertation

2

Présentation du collectif

Par Mahrez
Ait-Belkacem

***De la revendication
à la concertation***

Gouvernement

Encourager la création et le développement des entreprises, en affichant une vision et une ambition stratégique, en assumant le rôle de régulation et en améliorant la gouvernance publique.



Entreprises

Améliorer leur compétitivité par la modernisation de leur management, l'innovation et la transformation digitale, une plus grande intégration dans les chaînes de valeur régionales et internationales



AP-OP

Favoriser le développement des Associations professionnelles pour l'ensemble des filières et encourager les entreprises à y adhérer; lancer un programme national de renforcement des capacités des AP-OP et chambres de commerce

Administration

Mettre l'administration au service des entreprises, en simplifiant les procédures et en facilitation les démarches et rendant l'administration plus proactive.

Structures d'appui

Améliorer la qualité de service de l'ensemble des intervenants en direction de l'entreprise : formation, conseil, études, normalisation...

De la revendication à la concertation

Liste des AP-OP du Collectif

برنامج الإصلاحات الاقتصادية لفائدة المؤسسة

من الهطانية إلى التشاور

PREE 2017

Programme de Réformes Économiques pour l'Entreprise
De la revendication à la concertation

OCA

مرصد مناخ الأعمال
Observatoire du
Climat des Affaires



AIS Akbou



ADC AAPED



AOTA



apob

APIVM Ghardaia

FAPRONCE

AATVT

CNPA

NABNI نينبي



CIPE Center for International Private Enterprise



الجمعية الوطنية للترويجات التجارية



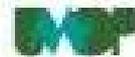
FEWA-FCM

INIAZ

NAPEO



CCE-Sétif-BBA-Guelma



الإتحاد الوطني للمعاملين في الصناعات
Union Nationale des Commerçants et Industriels

3

**Présentation synthétique du
PREE**

*Par Meriem Bellil et Mohand
Touazi*

Base du PREE ?



Plus de 200 Chefs d'Entreprises questionnés sur :

Les problèmes quotidiens rencontrés par leurs entreprises

Les obstacles à la création d'entreprise

Les freins au développement de leurs entreprises

Les réformes indispensables à l'amélioration de leurs affaires

Constats unanimes :

Préoccupations exprimées communes

Adhésion à la démarche « de bas en haut »

Attente forte de l'accélération du rythme des réformes

De la revendication à la concertation

Structure du PREE ?

Un manifeste

Un document stratégique portant ambition, vision et principes

Des propositions de réformes

Gouvernance et action de l'Etat

Compétitivité des entreprises

Financement

Fiscalité

Capital humain

De la revendication à la concertation

Structure du PREE ?

GOUVERNANCE ET ACTION DE L'ETAT

- Vision économique globale et partagée
- Rôle des acteurs méso-économiques
- Système d'information économique
- Plan de formalisation de l'économie

De la revendication à la concertation

Structure du PREE ?

COMPÉTITIVITÉ DES ENTREPRISES

- Simplification des actes administratifs
- Accès au foncier et gestion des zones industrielles
- Compétitivité de l'entreprise

FINANCEMENT

- Renforcement des capacités de service des BEF
- Amélioration de l'offre de financement

De la revendication à la concertation

Structure du PREE ?

FISCALITE

- Réduction de la pression fiscale
- Amélioration de la relation administration fiscale / contribuable

CAPITAL HUMAIN

- Qualification de la ressource humaine
- Promotion de l'employabilité

De la revendication à la concertation

4

**Présentation de
l'observatoire
Par Samy Boukaila**

ال confédération Générale des Entreprises Algériennes



HOWHOMA

AIS Akbou



جمعية المنتجين الجزائريين المشروبات
ASSOCIATION PRODUCTEURS ALGÉRIENS DE BOISSONS



ACET



ADC

CNPA

AEP



Présentation Watchdog (Observatoire du Climat des Affaires)

www.oca.dz

PREE 2017



AATVT



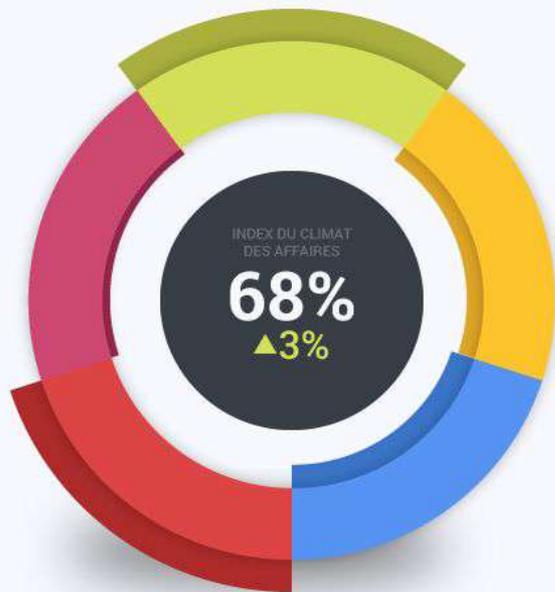
NAPEO
Nouvelle Approche du Professionnel dans l'Entrepreneuriat et ses Opportunités



CCE-Sétif-BBA-Guelma



الإتحاد الوطني للمتعاملين في الصيدلة
Union Nationale des Opérateurs de la Pharmacie



- **Un Outil nouveau** dans le paysage économique Algérien Un

Index du Climat des Affaires (ICA)

- **Suivre la mise en œuvre des réformes économiques.**

- **Compilera deux niveaux d'analyse :**

Quantitatif (enquête nationale auprès des chefs d'entreprise)

Qualitatif (Rapport d'experts sur la base de données factuelles).

L'Observatoire du Climat des Affaires : La structure

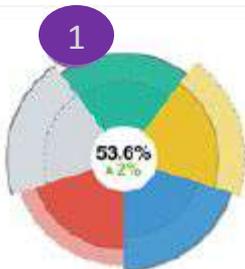
Quanti

Enquête

Mesurer **la perception** des réformes économiques par **les chefs d'entreprise.**

On line Survey

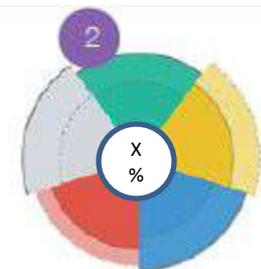
Off line Survey



Quali

Entretiens
/observation

Mesurer **la mise en œuvre effective** des réformes économiques par **les pouvoirs publics et les autres partie-prenantes.**



Mesurer le gap d'implémentation
(différence entre la perception et
les mesures effectives)

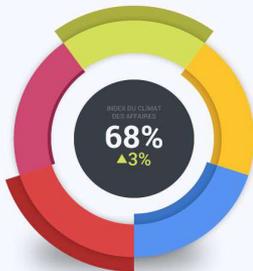
Quanti

Enquête

Mesurer **la perception** des réformes économiques par **les chefs d'entreprise.**

On line
Survey

Off line
Survey



- *Enquête Périodique d'un échantillon représentatif des entreprises Algériennes (secteurs d'activité, taille, et régions).*
- *Méthode de sondage : Quotas.*
- *Questionnaire online (Web & SMS) + Distribution direct (off line : Recueil Tel. & Fax)*
- *Deux modes de publications :*
 - Actualisation en temps réel (online) visuel de la tendance*
 - Sanctionné par un rapport trimestriel (**semestriel** au début) sur la base des **critères de représentativité.***
- *Un comparatif périodique (Trim., Sem., Année/ An-1) de l'Indice Principal « ICA » & Par Axe.*
Donnant la tendance a l'amélioration où régression.

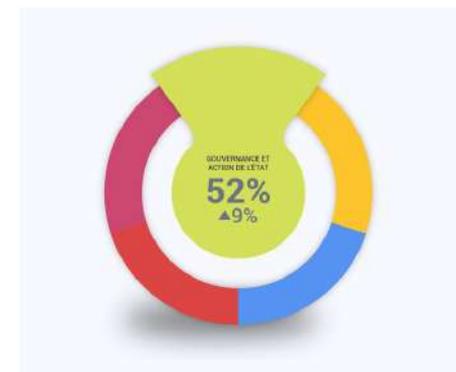
L'Observatoire du Climat des Affaires : La structure

- **Enquête qualitative annuelle** conduite par un consultant ou un binôme de consultants.
 - L'objectif est de **mesurer le niveau d'implémentation des propositions du PREE.**
 - En 5 Axes et 10 (ou %) niveaux de notation. Et ce pour faciliter la comparaison.
 - Les experts analyseront **les lois et textes réglementaires** en premier lieu ainsi que **toute information concernant la mise en œuvre des recommandations du PREE.**
 - Les experts travailleront avec les AP-OP membres du collectif et ils s'entretiendront avec quelques chefs d'entreprises et autres acteurs.
- ils élaboreront un rapport ou ils apprécieront (notation) en se basant sur une **critériologie validé** par toutes les parties.

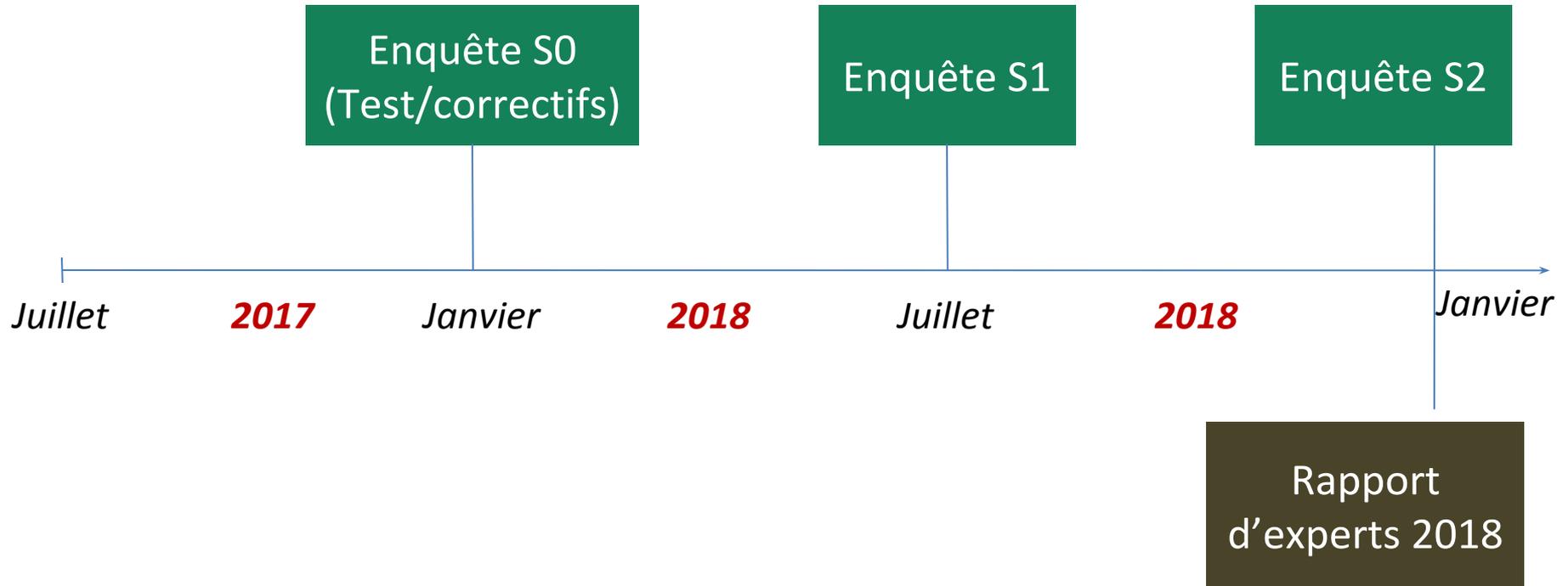
Quali

Entretiens
/observation

Mesurer **la mise en œuvre effective** des réformes économiques par **les pouvoirs publics et les autres partie-prenantes.**



L'Observatoire du Climat des Affaires : Calendrier



6

Mot du partenaire CIPE

Par Abdelwahab El Kebsi

5

**Les activités de
plaidoyer**
Par Amel Belaid

Observatoire du climat des affaires – OCA-

- Site web dédié – www.oca.dz
- Enquête de perception (indice du climat des affaires)
- Rapport d'experts sur la mise en œuvre effective

Relations avec les pouvoirs publics

- Rencontre avec le Premier Ministre par une délégation d'AP-OP
- Rencontres avec les commissions économiques APN et Sénat
- Rencontres avec les Ministères concernés

Activités co-organisées avec les partenaires du Collectif

- Formations
- Animation de débats (conférences, table-rondes...)
- Elargissement du collectif à d'autres partenaires

Activités médias

- Articles de presse sur les thèmes de PREE 2017
- Interventions émissions TV, Radio

Actualisation du PREE

- Actualisation du PREE (périodique)

De la revendication à la concertation



De la revendication à la concertation

7

Photo du collectif d'AP-OP



*Cercle d'Action et de Réflexion
autour de l'Entreprise*

Merci

*Dans 18 mois pour une évaluation sur le chemin parcouru ensemble pour
un meilleur climat des affaires en Algérie.*

**La Cérémonie de l'annonce du
Programme des Réformes Économiques pour l'Entreprise
et du lancement de l'Observatoire du Climat des Affaires**

Hôtel El Djazaïr - 12 juillet 017

RESTITUTION

Couvertures média, Réseaux sociaux, Photos, vidéos, participants et chiffres

